



RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN
SUR L'ALGÉRIE
**Condamnation internationale
d'un dérapage annoncé**

P.3



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN TURQUIE
**Erdogan affrontera Kiliçdaroglu lors
d'un second tour**

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 16 MAI 2023 // N°558 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

FOOTBALL

Les Verts de retour au stade de Japoma (Cameroun)

Lire en page 16



CULTURE

FONDÉ EN 1943 PAR LE GRAND
DANSEUR RUSSE IGOR MOÏSEYEV

Le Ballet Igor-Moïseyev de la Fédération de Russie enchante le public algérois



Lire en page 12



LE PRÉSIDENT DE MELILLA,
EDUARDO DE CASTRO, À
EL PERIODICO DE ESPANA :

« LE REVIREMENT
DE PEDRO SANCHEZ
NE NOUS A
APPORTÉ QUE
**LA COLÈRE
DES ALGÉRIENS** »

Lire en page 3

BAMAKO O.K. POUR LA RELANCE
DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA
RÉCONCILIATION AU NORD-MALI

Le forcing d'Alger

P.3



SALON DE L'ENTREPRENEURIAT

Ouverture de la 1^{re} édition à Béjaïa

P.16

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le nouveau régime indemnitaire touche cette catégorie

P.2

Bataille sans merci contre la drogue et la criminalité

P.4

Décès de l'ambassadeur d'Afrique du Sud en Algérie

P.2



ALGER

Distribution de près de 10 000 logements au mois de juillet

P.2



LE MINISTÈRE DU TRAVAIL APPELLE LES SYNDICATS À CONFORMER LEURS STATUTS À LA NOUVELLE LOI

Dans un communiqué adressé aux organisations syndicales, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a rappelé, hier, que « la loi n°23-02 du 5 Chaoual 1444 correspondant au 25 avril 2023, relative à l'exercice du droit syndical a été publiée au Journal Officiel n°29 du 12 Chaoual 1444 correspondant au 2 mai 2023 ». « A cet effet, la loi n° 90-14 du 9 Dhou El Kaada 1410 correspondant au 2 juin 1990 relative aux modalités d'exercice du droit syndical a été abrogée », ajoute le communiqué. De ce fait, les organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs, légalement constituées, doivent



mettre en conformité leurs statuts aux dispositions de la nouvelle loi, notamment les dispositions de l'article 38. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale précise, par ailleurs, que les nouveaux statuts doivent être transmis à la direction des Relations du Travail, pour examen et avis, « dans un délai de six (6) mois à compter de

la date de la publication de la loi au Journal officiel, soit durant la période allant du 02 mai 2023 au 2 novembre 2023 ». Enfin, le ministère du Travail souligne que les procédures de « constitution des organisations syndicales de base, fédérations et confédérations sont régies par les dispositions de la loi no 23-02 suscitée, notamment ses articles 28 à 36»

SAISIE DE PLUS DE 31 KG DE CANNABIS ET PLUS DE 183000 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES EN 4 MOIS

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont saisi plus de 31 kg de cannabis et plus de 183.000 comprimés psychotropes et une quantité de drogues dures durant les 4 premiers mois 2023, a indiqué, un communiqué des mêmes services. "Dans le cadre des efforts de lutte contre les réseaux criminels qui s'adonnent au trafic de drogues et de comprimés psychotropes, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger veillent à mettre en place un plan de sécurité opérationnel pour garantir la sécurité des citoyens et protéger leurs biens en vue de préserver la sécurité et la quiétude, et

de lutter contre toutes les formes de crime, en menant des descentes sur les foyers et les points noirs dans les quartiers", ajoute le communiqué. Dans ce contexte, "les services de la Sûreté de wilaya d'Alger représentés par les brigades opérationnelles de la police judiciaire ont traité durant les 4 premiers mois de 2023, 18927 affaires de consommation et de trafic de différents types de drogues y compris le cannabis, les drogues dures et les psychotropes, impliquant 19491 individus". Selon le communiqué, "les suspects dans ces affaires ont tenté de semer la ter-

reur et l'insécurité dans les quartiers, en provoquant des rixes sur la voie publique et en utilisant des armes blanches prohibées de type 5 et 6 pour des agressions corporelles et contre la force publique, l'incitation au regroupement et l'atteinte à l'ordre et à la quiétude publics", note le document. Les investigations approfondies dans l'ensemble des affaires ont permis d'aboutir aux causes de la rixe sur la voie publique, "un différend entre les bandes de quartiers, en raison de la conclusion de marchés suspects liés au trafic de drogues et de psychotropes".

POUR ESPIONNAGE, ATTEINTE À LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT ET CRIMES RÉPRIMÉS PAR LE CODE PÉNAL

LE MALI ANNONCE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE CONTRE L'ONU

Le gouvernement de la Transition du Mali a annoncé, samedi, l'ouverture d'une enquête judiciaire contre la Mission d'établissement des faits du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies et ses présumés complices "pour espionnage, atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat", ainsi que pour complot militaire. C'est ce qui ressort d'un communiqué du gouvernement malien relatif au rapport du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme concernant

« les événements de Moura du 27 au 31 Mars 2022 », publié le vendredi 12 Mai 2023. En effet, le Bureau des droits de l'homme des Nations unies a accusé, vendredi, les forces armées maliennes et des militaires étrangers d'avoir tué plus de 500 personnes, dont la grande majorité a été sommairement exécutée au cours d'une opération militaire de cinq jours dans le village de Moura, dans la région de Mopti, au centre du Mali, en mars 2022.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

LE NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE TOUCHE CETTE CATÉGORIE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Bidari, a évoqué ce lundi, sur sa page Facebook officiel, le nouveau régime indemnitaire du secteur de l'enseignement supérieur. Ce nouveau régime concerne les enseignants-chercheurs, les chercheurs permanents et les médecins résidents. Il sera transféré aux hautes autorités après les dernières retouches. Hier dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres, la révision des salaires des enseignants du supérieur et des chercheurs universitaires, tous grades



scientifiques confondus, « enjoignant de lui soumettre des propositions dans les meilleurs délais». Il a également ordonné de préparer une révision globale du statut des enseignants du supérieur en accord avec la dynamique et la nouvelle stratégie du secteur de l'Enseigne-

ment supérieur et de la Recherche scientifique. Le président Tebboune a approuvé, par ailleurs, les propositions du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, prévoyant le recrutement des titulaires de deux diplômes dans les postes universitaires.

DÉCÈS DE L'AMBASSADEUR D'AFRIQUE DU SUD EN ALGÉRIE

L'ambassadeur d'Afrique du Sud en Algérie, Billy Lesedi Masetlha, est décédé, dimanche à Pretoria, suite à une longue maladie. Suite à cette douloureuse épreuve, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a exprimé sa "profonde tristesse et affliction". "L'Afrique du Sud et l'ensemble du continent africain ont perdu un diplomate chevronné fortement convaincu des idéaux et des objectifs suprêmes de l'unité africaine à la faveur de sa lutte avec abnégation au sein du mouvement anti-apartheid dans son pays", a indiqué dimanche soir un communiqué du ministère des

Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. L'Algérie a perdu, suite au décès de l'ambassadeur Billy Lesedi Masetlha, "un diplomate qui a contribué, grâce à ses compétences et son abnégation, au renforcement et préservation des relations algéro-sud-africaines", a ajouté la même source. Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger présente "ses sincères condoléances au staff de l'ambassade d'Afrique du Sud, au corps diplomatique en Afrique du Sud, à la famille et aux amis de l'ambassadeur Masetlha", a conclu le communiqué.

AL-BURHAN DÉCIDE DE GELER LES COMPTES DES FORCES DE SOUTIEN RAPIDE DANS LES BANQUES SOUDANAISES

Le chef du Conseil de souveraineté soudanaise et commandant de l'armée, Abdel Fattah al-Burhan, a décidé, ce dimanche, de geler les comptes des Forces de soutien rapide et de leurs sociétés dans toutes les banques du Soudan et en dehors du pays. L'armée soudanaise a

déclaré par voie de communiqué qu'al-Burhan "a émis aujourd'hui une décision stipulant le gel des comptes des Forces de soutien rapide et de ses sociétés dans toutes les banques du Soudan et leurs succursales à l'étranger". "La décision stipulait d'empêcher le décaisse-

ment de tous les droits ou budgets qui leur étaient alloués (aux Forces de soutien rapide)", a ajouté la même source. Selon le communiqué, "al-Burhan a ordonné au ministère des Finances et de la Planification économique et à la Banque du Soudan d'appliquer la décision.

ALGER : DISTRIBUTION DE PRÈS DE 10 000 LOGEMENTS AU MOIS DE JUILLET

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, a assuré que l'opération de relogement n'a jamais pris fin à Alger. Ce lundi, il a affirmé, au Forum de la Radio, que près de 10 000 logements seront distribués au mois de juillet. Plus en détail, le wali d'Alger a expliqué que 2 200 unités seront distribuées à Boumerdès, 2 117 à Ouled Fayet (ouest d'Alger), 550 à Ouled Mendil (Douéra, sud-ouest d'Alger), 1 430 à Birtouta (ouest d'Alger) et 2 000 à Bordj El Bahri. Selon le wali d'Alger, plus de 14 000 logements, dont 11 000 AADL et 3 129 LPL (logement public locatif), ont été distribués depuis le mois d'octobre.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

BAMAKO O.K. POUR LA RELANCE DE L'ACCORD POUR LA PAIX
ET LA RÉCONCILIATION AU NORD-MALI

Le forcing d'Alger

Après les frictions constatées à Kidal, notamment avec le survol d'un avion militaire de la région, puis la colère des chefs de la Confédération des mouvements de l'Azawad, il était attendu que les choses bougent dans l'un ou dans l'autre sens. Finalement, c'est dans le bon sens que les choses ont bougé, grâce à la médiation sereine et mesurée d'Alger, déjà à la source de toutes les médiations au Nord-Mali, depuis 1991.

Cette fois-ci, le gouvernement malien, partie signataire de l'Accord, est à pied d'œuvre pour sa relance.

D'où la visite effectuée vendredi à Kidal par le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la Réconciliation nationale, le colonel-major Ismaël Wagué.

Selon Maliweb, malgré les difficultés liées à la décision de la CMA et de la Plateforme de suspendre leur participation aux mécanismes de suivi, le gouvernement poursuit son engagement dans la mise en œuvre de l'Accord avec les mouvements de l'inclusivité, également signataires, en attendant que les autres les rejoignent dans le processus de paix.

Dans son mémorandum sur le dernier rapport trimestriel du secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali, couvrant la période de janvier à mars, le gouvernement a fait le point du processus en cours. Il s'agit, entre autres, de l'adoption, le 29 mars dernier, de deux projets de décret pour un meilleur fonctionnement des structures essentielles au mécanisme de suivi, à savoir la Commission nationale de désarmement-démobilisation-réinsertion (DDR) et la Commission nationale d'intégration. L'engagement du gou-



vernement s'est aussi traduit par la poursuite des travaux entre la Commission nationale DDR et la Minusma qui a notamment permis l'identification et le cantonnement de 900 femmes associées aux groupes armés dans les Régions de Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou. En vérité, le colonel Assimi Goïta a tout à gagner à s'en tenir aux textes du Plan d'Alger. En fai-

sant rallier la CMA à un consensus national, il aura une coalition forte à ses côtés à un moment où certains pays européens s'échinent à le discréditer auprès des instances internationales.

Huit années auront passé après la signature d'Alger, et les Maliens doivent trouver le juste milieu à un problème créateur de tensions à l'infini, car il ne faut pas perdre de

vue que le terrorisme local se nourrit également des tensions entre le pouvoir central, situé à l'extrême-sud, et la rébellion, située au nord du pays. Entre les uns et les autres, tout un terrain de jeu, d'enjeu et de stratégies de nuisances. Et c'est cette distance que Goïta est appelé aujourd'hui à rétrécir.

I.M.Amine/Maliweb

RÉSOLUTION DU PARLEMENT
EUROPÉEN SUR L'ALGÉRIE :

CONDAMNATION INTERNATIONALE D'UN DÉRAPAGE ANNONCÉ

La résolution du Parlement européen (PE) sur l'Algérie continue à susciter des réactions internationales condamnant cette instance qui s'est mise dans une posture peu enviable et dont l'image a été entachée par un scandale qui rajoute une couche sombre à sa crédibilité, mettant à nu la politique de chantage et de confusion adoptée à l'égard de certains pays arabes et son ingérence dans leurs affaires intérieures à des fins viles.

L'impair du PE a entraîné un tollé de condamnations internationales en raison de son ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Algérie, un grave dérapage qui la discrédite devant le monde entier.

Le Parlement panafricain, le Parlement arabe et bien d'autres institutions parlementaires internationales importantes ont condamné la résolution du PE sur la liberté de la presse en Algérie, la qualifiant de dérapage et d'immixtion éhontée dans les affaires intérieures de l'Algérie.

Dans un communiqué publié vendredi, le Parlement panafricain a rejeté "toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie et de l'ensemble des pays africains", rappelant que "les deux Parlements continentaux avaient convenu en décembre 2022 à Bruxelles de la nécessité de se consulter autour des questions afférentes aux deux continents avant la publication de toute résolution ou décision".

Il a également souligné que "les médias en Algérie jouissent d'une totale liberté, notamment après que ce pays s'est engagé dans un processus démocratique lancé depuis plus de trois décennies", ajoutant que "le nombre des journaux quotidiens et des chaînes de télévision publiques et privées est la preuve qu'il existe une liberté de la presse en Algérie".

Le Parlement arabe a, quant à lui, dénoncé fortement cette résolution, la qualifiant "d'ingérence flagrante et inacceptable dans les affaires intérieures de l'Algérie et d'impair inadmissible que le Parlement européen ne cesse de commettre en continuant à publier des communiqués similaires sur les droits de l'homme dans les pays arabes".

Les termes et le ton inacceptables et arrogants utilisés dans ce document constituent "une violation flagrante des principes des Nations unies et des usages internationaux qui consacrent le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats", a-t-il affirmé. En réaction à la résolution du Parlement européen, le Parlement arabe a appelé ce dernier à cesser immédiatement de s'ériger en tuteur des Etats arabes et à ne pas politiser les questions des droits de l'homme en les utilisant comme prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la République algérienne, d'autant qu'il y a des institutions constitutionnelles et judiciaires qui sont à même d'assurer et d'appliquer toutes les garanties nécessaires à la liberté d'opinion et à la protection des droits de l'homme dans la société algérienne.

I.M./Agence presse service

LE PRÉSIDENT DE MELILLA, EDUARDO DE CASTRO, À EL PERIODICO DE ESPANA SUR LE SAHARA OCCIDENTAL :

« Le revirement de Pedro Sanchez ne nous a apporté que la colère des Algériens »



Le bruissement étourdissant et spectaculaire du retournement de veste du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, continue à soulever des vagues de polémiques en Espagne même. La classe politique et les médias indépendants ont largement égratigné la position peu confortable de Pedro Sanchez, qui, aujourd'hui, trouve refuge dans les instances européennes pour s'en prému-

nir. Nous avons rapporté également, dans nos précédentes éditions, comment les journalistes indépendants les plus crédibles ont démonté la position de Sanchez en pièces, certains allant même jusqu'à l'accuser de « compromissions » avec Rabat. Hier, sur les colonnes de El Periodico de Espana, le président de Melilla, Eduardo de Castro, a vertement critiqué Sanchez, de même que le Maroc, coupable, d'après lui, de politiques hybrides pour noyer son pays. Pour lui, Ceuta et Melilla se « plaignent d'être livrées aux politiques hybrides, notamment à l'étouffement économique, exercées sur elles par le royaume chérifien qui n'a jamais caché ses prétentions territoriales sur ces deux villes en terre d'Afrique du Nord ». Concernant le Sahara occidental et l'Algérie, il estime que l'Espagne avait « une position et nous aurions dû la maintenir ». Selon de Castro, le revirement de Pedro Sanchez concernant le Sahara occidental n'a apporté pour seul changement que « la colère des Algériens », a estimé Eduardo de Castro. Pis encore, « le changement de position vis-à-vis de la question du Sahara occidental n'a rien apporté à l'Es-

pagne ». Eduardo de Castro rappelle que la fermeture unilatérale de la frontière décrétée par Rabat en 2018 a contraint cette ville autonome à se réinventer, indique Eduardo de Castro, président de Melilla. Pour lui, Melilla, qui se sent abandonnée à son sort en raison de la politique de compromis avec Rabat suivie par le gouvernement Sanchez, s'est tournée vers l'Union européenne en vue d'ouvrir une représentation qui est à même d'assurer que « la voix de Melilla soit entendue et prise en compte dans l'Union européenne » ; le président de Melilla assure que le Maroc est « un régime autocratique, gangrené par la corruption ». De même, « le Maroc est une autocratie, le contraire d'une démocratie ». « Pour moi, (le Maroc) c'est une dictature. Si nous ne voulons pas l'appeler une dictature, nous pouvons l'appeler une autocratie », a-t-il soutenu. Pour lui, il s'agit également d'une monarchie « autoritariste avec un gouvernement qui a également un grave problème interne avec les deux frères amis du roi qui prennent des décisions royales en lieu et place du roi ».

I.M.Amine

Santé maternelle en Afrique : il reste beaucoup à faire

Le rapport souligne que les progrès en matière d'amélioration de la survie stagnent depuis 2015, avec environ 290 000 décès maternels chaque année et 2,3 millions de décès de nouveau-nés.

Selon un nouveau établi par l'OMS, plus de 4,5 millions de femmes et de bébés meurent chaque année pendant la grossesse, l'accouchement ou les premières semaines après la naissance. Ce qui équivaut à un décès toutes les sept secondes, principalement de causes évitables ou traitables si des soins appropriés avaient été disponibles. «Les femmes enceintes et les nouveau-nés continuent de mourir à des taux inacceptablement élevés dans le monde», a déclaré Anshu Banerjee, directeur de la santé maternelle et néonatale à l'OMS, qui prône une approche différente de la question. «Si nous souhaitons voir des résultats différents, nous devons faire les choses différemment. Des investissements plus nombreux et plus intelligents dans les soins de santé primaires sont désormais nécessaires pour que chaque femme et chaque bébé, où qu'ils vivent, aient les meilleures chances de santé et de survie». Le rapport souligne que les progrès en matière d'amélioration de la survie stagnent depuis 2015, avec environ 290 000 décès maternels chaque année et 2,3 millions de décès de nouveau-nés. La pandémie de Covid-19 y est pour beaucoup. A cette crise sanitaire, viennent s'ajouter, selon le même document, la montée de la pauvreté et l'aggravation des crises humanitaires. Conséquence directe, seul un pays sur 10 (sur plus de 100 pays ayant fait l'objet d'une enquête) déclare disposer de



fonds suffisants pour mettre en œuvre ses plans actuels. Comme le droit à la santé est un droit indéniable à tout être humain, «les femmes et les bébés doivent avoir accès à des soins de qualité et abordables avant, pendant et après l'accouchement, ainsi qu'à des services de planification familiale», recommande le rapport afin d'augmenter les taux de survie. L'ap-

proche se base sur «la disponibilité d'agents de santé plus qualifiés et motivés, en particulier les sages-femmes, ainsi que des médicaments, des fournitures essentielles, de l'eau potable et une électricité fiable». Dans les pays les plus touchés par ces décès, en Afrique et Asie, moins de 60% des femmes bénéficient de quatre contrôles prénatals sur les huit

recommandés par l'OMS. Ce constat est confirmé par d'autres rapports publiés en février dernier, où il est indiqué que c'est en Afrique subsaharienne que ces décès sont les plus nombreux, concentrant environ 70% des morts maternelles dans le monde. Le taux de mortalité maternelle de la région est de 545 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit 136 fois plus élevé que ceux de certains pays occidentaux. En Algérie, selon les dernières statistiques livrées par le ministère de tutelle, le 5 septembre 2022, lors de la Journée arabe de santé, 98,8% des naissances ont eu lieu avec l'assistance de personnels qualifiés. Le taux de mortalité, quant à lui, est passé de 57,7 cas pour 100 000 naissances vivantes en 2016 à 48,5 en 2019. Pour Julitta Onabanjo, directrice de la division technique du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), il est essentiel d'éliminer «les facteurs sous-jacents qui donnent lieu à de mauvais résultats en matière de santé maternelle, tels que les inégalités socio-économiques, la discrimination, la pauvreté et l'injustice».

Y. B.

Jumelage inter-hôpitaux : une quarantaine d'interventions chirurgicales prévues à Touggourt

Pas moins de 44 interventions chirurgicales de correction des séquelles des brûlures et malformations congénitales ont été effectuées au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Slimane-Amirat de Touggourt dans le cadre d'une opération de jumelage avec l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) des grands Brûlés « Pierre et Claudine Chaulet » d'Alger, a-t-on appris dimanche auprès de l'EPH. S'étalant sur trois jours (11-13 mai), l'initiative comprend 70 consultations médicales et 44 interventions chirurgicales liées à la correction des séquelles de brûlures et malformations faciales, notamment la greffe des sourcils, la correction de la mâchoire et le traitement des cicatrices, a affirmé le chef de la mission médicale, Pr. Abchiche Mohand Ouramdane. Les moyens

nécessaires ont été mobilisés pour le bon déroulement de ces journées médicochirurgicales, dont l'encadrement a été assuré par un staff composé de six (6) praticiens spécialistes en chirurgie plastique et réparation des séquelles de brûlures, a-t-on indiqué. Les patients se sont félicités de l'organisation de pareille initiative visant à palier le déficit en spécialistes dans la région, tout en leur épargnant la contrainte de longs et coûteux déplacements vers d'autres structures de santé. En parallèle, une quinzaine de praticiens relevant de l'EPH de Touggourt, a bénéficié d'un cycle de formation relatif à la chirurgie plastique et réparation des séquelles de brûlures afin d'améliorer le niveau de l'encadrement médical.

APS

Accidents de la circulation routière : l'hécatombe se poursuit

Dans la wilaya de Blida, deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dans la commune de Soummaa, selon un communiqué de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 9h suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule léger, a ajouté la même source. Dans la wilaya de Naâma, cinq personnes ont

trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu, avant-hier, sur la RN06, a indiqué un communiqué de la Protection civile.

L'accident s'est produit, selon la même source, aux environs de midi, sur la RN06 reliant la wilaya de Naâma à El Bayadh, au niveau de la commune d'El Biod, suite à une collision entre un

camion et un véhicule léger. En une semaine, 37 personnes ont trouvé la mort et 1696 autres ont été blessées dans 1431 accidents de la circulation survenus durant la période du 30 avril au 6 mai, à travers plusieurs régions du pays, selon un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Ménéa,

où cinq personnes sont décédées et onze autres ont été blessées dans trois accidents de la circulation, a précisé la même source. En 2021, l'Algérie a enregistré près de 7186 accidents de la circulation routière, qui ont fait 2643 morts et 11 479 blessés, selon toujours un bilan de la Protection civile. Le facteur humain en est la principale cause avec un taux de 93%, suivi de l'état des routes, alors que les wilayas d'Alger et Aïn Defla arrivaient en tête en termes de nombre d'accidents de la circulation. La vitesse des automobilistes, y compris des conducteurs de véhicules de transport en commun, est la principale cause des accidents de la route en Algérie, selon la Délégation nationale à la sécurité routière. En 2020, en raison des restrictions de déplacements imposées pour lutter contre la pandémie de Covid-19, les accidents de la circulation ont diminué de 13,16% par rapport à 2019, avait révélé la Délégation nationale à la sécurité routière. Le nombre d'accidents enregistrés en 2020 a été le plus bas depuis 1970 et le nombre de morts le plus faible depuis 1975, selon la Délégation.

Y. B.

CHU MUSTAPHA-PACHA

Implantation de 30 valves aortiques par voie transcathéter

Le service Cardiologie au CHU Mustapha-Pacha (Alger), a implanté 30 valves par voie transcathéter (TAVR), a indiqué le chef de ce service, Pr. Salim Benkhedda, cité dans une dépêche de l'APS. Lors d'une rencontre scientifique, le même responsable a fait état de l'implantation de 30 valves aortiques par voie transcathéter, une nouvelle méthode visant à éviter les interventions à cœur ouvert. Pr. Benkhedda a indiqué, à cette occasion, que la nouvelle opération dite TAVR lancée par le Service s'effectuait via l'artère fémorale sans avoir besoin d'une stéréotomie afin d'éviter de multiples

complications notamment pour les personnes âgées et les malades chroniques inaptes aux interventions chirurgicales traditionnelles. Le staff médical du service s'est lancé dans cette opération après formation et habilitation des spécialistes depuis 2015, a-t-il souligné, rappelant que le premier TAVR dans le monde a été effectué en 2002 à Rouen en France, ensuite aux Etats Unis en 2007 avant de s'élargir aux autres pays du monde où cette opération a été pratiquée sur 1,5 millions d'individus. Par ailleurs, Pr Benkhedda a évoqué les difficultés auxquelles fait face cette intervention

notamment le prix de la valve aortique qui coûte environ 3 millions Da outre quelques techniques l'accompagnant, ajoutant que cette intervention pourrait atteindre 6 millions Da dans certaines cliniques privées, d'où son inaccessibilité pour les familles à faible revenu. Le même responsable a appelé, en outre, les autorités publiques à doter le service des maladies cardio-vasculaires et de chirurgie cardiaque, en moyens nécessaires pour élargissement des opérations TAVR, d'autant que la liste d'attente comprend 120 patients.

R. N.

Sécurisation des frontières, un grand défi à relever

Dans un contexte de globalisation et de numérisation, les développements de la notion des frontières ont fait face au problème de leur gestion qui requiert la mise au point d'une vision globale basée sur le concours et la coordination entre pays frontaliers limitrophes et les différents corps responsables de la sécurisation des frontières dans le respect de la souveraineté des pays voisins...

L'efficacité de la stratégie algérienne dans la sécurisation des frontières à l'ère des défis géopolitiques actuels a été soulignée par les participants à un séminaire tenu récemment à l'université Ahmed Draya d'Adrar à l'initiative de la faculté locale des Sciences humaines, sociales et sciences islamiques. Lors de cette rencontre axée sur le thème "La stratégie algérienne dans la gestion des frontières entre nécessités souveraines et défis de mondialisation", les intervenants, des universitaires, cadres de la justice et des différents corps constitués, ont mis en avant le rôle de l'Algérie dans la sécurisation des frontières imposé par les enjeux socio-économiques et sécuritaires des pays limitrophes requérant, de ce fait, la consolidation et la coordination des efforts entre ces Etats pour affronter ces défis.

Le recteur de l'université d'Adrar, Mohamed Amine Benamar, cité par nos confrères de l'APS, a souligné, à ce propos, que cette rencontre "revêt une grande importance, du fait que la sécurisation et la protection des frontières fait partie des missions hautement sensibles et des devoirs sacrés indiscutables". M. Benamar s'est félicité de l'organisation de pareille rencontre, rehaussée par la participation des autorités locales, des représentants du Conseil national économique, social et environnemental, des représentants de la Cour d'Adrar, de la



Sécurité des frontières et lutte contre le terrorisme

Cour suprême, du Commandement régional de la Gendarmerie nationale de la 3ème Région et de l'inspection des divisions des Douanes Algériennes, venus l'enrichir à la faveur d'une approche de sécurisation des frontières et de la consolidation des actions préventives et de développement. Pour sa part, le président du séminaire, Abdelkader El-Hala, de l'université d'Adrar, a indiqué que cette rencontre a pour objectif de "circonscrire les différentes menaces qui guettent l'Algérie

sur son étendue territoriale frontalière, terrestre et maritime, à l'ère des défis régionales politiques et sécuritaires, des pressions internationales et de la mondialisation dans toutes ses dimensions, l'obligeant d'opter pour une approche préventive de sécurisation des frontières axée sur l'ouverture socio-économique sur ses voisins". Dans son intervention, le président de la Cour d'Adrar, Abdelouafi Khelifi, a fait savoir que ces rencontres font partie des mécanismes susceptibles

de "conscientiser la société sur les risques et menaces afférentes à la sécurisation de nos frontières en vue d'établir, de manière prospective, des stratégies aux divers problèmes imposés, notamment la lutte contre le crime transfrontalier, le trafic de drogues et la contrebande qui épuisent aussi bien la productivité nationale que le pouvoir d'achat du citoyen, état de fait nécessitant une haute vigilance et la mobilisation de tout un chacun pour faire face à ces défis". L'universitaire de

Laghout Chems Bouchenafa a mis en évidence, dans son exposé, une approche sur la gouvernance de l'administration des frontières en tant qu'entité culturelle et politique reflétant l'interaction de la composante socio-économique de la société. Et d'ajouter: "Dans un contexte de globalisation et de numérisation, les développements de la notion des frontières ont fait face au problème de leur gestion qui requiert la mise au point d'une vision globale basée sur le concours et la coordination entre pays frontaliers limitrophes et les différents corps responsables de la sécurisation des frontières dans le respect de la souveraineté des pays voisins". L'intervenante a estimé que cette approche requiert l'implication des acteurs non-officiels, populations locales et opérateurs économiques, dans la sécurisation des frontières aux multiples dimensions administratives, préventives, socio-politiques, sécuritaires, basée sur le règlement pacifique des questions conflictuelles entre pays voisins. Organisée en coordination avec le Laboratoire d'éducation et de développement et le Laboratoire de Droit et de la société, cette rencontre a donné lieu, en ouverture, à la signature d'une convention de coopération entre l'université d'Adrar et la Cour suprême portant formation, promotion et accompagnement de la recherche au volet des sciences juridiques. Y.B. et APS

Bataille sans merci contre la drogue et la criminalité

Dans sa stratégie de lutte contre la drogue et la toxicomanie, l'Algérie a mobilisé tous les moyens à l'intérieur du pays et aux frontières. Dans cette bataille sans merci, elle vient de rejoindre plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) dans un nouveau programme, qui s'adresse particulièrement aux jeunes. Le pays met en avant la sensibilisation et la prévention. Elle a adopté une nouvelle approche, intitulée «Youth4Impact», (impact de la jeunesse). Cela est rendue effective avec la collaboration de l'Office onusien contre la drogue et le crime (UNODC) pour la zone MENA (Romena). Selon un communiqué de presse, «Youth4impact vise à habiliter les jeunes, des deux sexes, en situation de vulnérabilité et à risque, à faire face aux défis de la vie et à devenir plus résilient face à la criminalité, la violence et les drogues». Il a déjà été mis en œuvre avec un franc succès dans plusieurs pays de la région ciblée, particulièrement en Egypte, Liban, Libye, Palestine et Soudan. Selon la même source, les résultats de ce programme, soutenu par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, sont probants. Il a eu un impact positif sur la vie de 34 414 jeunes en 2022, en référence à un rapport publié récemment. Dans la pratique, le projet s'articule autour de trois principaux axes. Il est question de la consolidation des cadres juridiques, politiques et institutionnels pour la prévention de la

consommation de drogues et de la criminalité, le renforcement de la réponse des systèmes et secteurs pertinents aux besoins des jeunes vulnérables et de leurs familles, et enfin leur autonomisation. Le lancement officiel de «Youth4Impact», le 9 mai, a été acté par l'organisation de 4 ateliers «Line Up ! Live Up», comprendre «Signalez ! Vivez» qui verront la participation de 120 professionnels exerçant auprès des jeunes. Favoriser la résilience face à la drogue passe aussi par la pratique sportive et la promotion de l'activité physique. Ce à quoi les animateurs de ces ateliers vont s'atteler, entre autres. En accord avec la stratégie de l'ONUDC pour la période 2021-2025, mettant l'accent sur l'autonomisation des jeunes en tant qu'approche transversale, ledit programme qui a pour devise «Pour les jeunes» et «avec les jeunes» permet la co-création. Il est également en adéquation avec le cadre régional de l'ONUDC pour les Etats arabes pour la période 2023-2028, qui reconnaît les jeunes comme l'un des principaux accélérateurs pour renforcer la prévention de la criminalité, de la violence et la justice pénale, est-il rappelé. «Le programme pour les jeunes est un catalyseur essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 2030 en Algérie, en particulier pour la promotion des sociétés pacifiques et durables», indique l'instance onusienne. Les services des Douanes ont saisi plus de 178 000 comprimés psycho-



tropes au port d'Oran, ainsi qu'une quantité de 785 grammes de kif traité à Alger, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes. «Les agents des douanes de l'inspection principale des brigades relevant des services de l'inspection divisionnaire des douanes du port d'Oran, dans le territoire de compétence de la direction régionale des douanes d'Oran, ont saisi une quantité de 178 185 comprimés psychotropes», a précisé le communiqué. Cette importante saisie est intervenue suite à «la fouille d'une voiture en provenance d'Almeria (Espagne), où la quantité de comprimés

psychotropes avait été soigneusement dissimulée dans une cache», indique le communiqué. Par ailleurs, «les agents de la brigade mobile spécialisée dans la lutte contre la contrebande relevant de la direction régionale des douanes d'Alger, ont saisi une quantité de 785 grammes de kif traité à bord d'un véhicule de tourisme, ainsi qu'une somme d'argent en monnaie nationale provenant des recettes de vente de ces stupéfiants», ajoute le même communiqué. «Trois individus ont été arrêtés et déferés devant les juridictions compétentes», selon la même source. Y. B.

ALGÉRIE-NIGERIA

Pour une coopération économique plus accrue

Au cours de l'année 2022, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre d'Etat nigérian des Ressources pétrolières, Timipre Sylva, ont tenu plusieurs réunions dans le cadre du projet du gazoduc Algérie-Niger-Nigeria (Trans-Saharan Gas-Pipeline, TSGP), en plus d'une concertation permanente dans le cadre de l'alliance Opep+ et l'Organisation des producteurs africains de pétrole (APPO)...

La coopération algéro-nigériane a connu un développement rapide ces dernières années, notamment à travers un intense échange de visites, la création de mécanismes bilatéraux, et la conclusion d'accords permettant à ces deux grands pays africains, partageant les mêmes visions sur les questions régionales et internationales, de renforcer leur partenariat économique et de réaliser des projets stratégiques pour l'intégration continentale. En effet, la coopération algéro-nigériane a connu une dynamique soutenue ces derniers temps qui s'est traduite par la mise en place d'un groupe parlementaire d'amitié, la signature d'un accord bilatéral en 2022 portant création d'un Conseil d'affaires pour développer des projets dans divers domaines ainsi que la conclusion de mémorandums pour la réalisation du projet du gazoduc transsaharien, la route transsaharienne et la dorsale transsaharienne à fibre optique liant Alger à Abuja. Les deux pays jouissent d'une position stratégique et géopolitique en Afrique, en plus d'avoir des richesses en ressources naturelles, ce qui contribue à construire un partenariat solide avec des projets communs en vue de renforcer la coopération économique et de promouvoir les échanges commerciaux. Les mécanismes de coopération et les grands projets structurants mis en place par les deux pays s'ajoutent à une intense activité officielle marquée par un échange de visites de délégations ministérielles, de parlementaires et de chefs d'entreprises entre les deux pays. Dans ce contexte, il y a lieu de citer la visite effectuée en Algérie, en novembre dernier, par le ministre nigérian des Affaires étrangères, M. Geoffrey Onyema, au cours de laquelle il s'était félicité de la "qualité" des rela-



tions bilatérales qu'entretennent les deux pays aux plans politique et économique. Ce rapprochement politique entre les deux pays est conforté aussi par d'autres visites de délégations officielles et d'affaires, notamment celles effectuées par des ministres en charge des secteurs économiques, de responsables d'entreprises, en plus de l'importante visite qu'effectuera, à partir de ce dimanche et jusqu'au 21 mai, une délégation de l'Institut nigérian des études politiques et stratégiques nigérian (NIPSS). Outre les accords conclus entre les deux pays, la coopération bilatérale repose également sur le fait que l'Algérie et le Nigeria sont membres de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Dans ce cadre, l'Algérie ambitionne d'investir le marché nigérian, notamment dans le domaine des services, le numérique et l'économie de la connaissance. Elle peut également répondre aux exigences du

marché nigérian en exportant divers produits tels que les produits agricoles, pharmaceutiques, industriels et du textile. En termes de relations commerciales, le volume des échanges entre les deux pays a connu une croissance importante, s'élevant à 111,35 millions de dollars en 2022, contre seulement 1,8 million de dollars en 2021. Au cours de l'année 2022, le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab et le ministre d'Etat nigérian des Ressources pétrolières, Timipre Sylva, ont tenu plusieurs réunions dans le cadre du projet du gazoduc Algérie-Niger-Nigeria (Trans-Saharan Gas-Pipeline, TSGP), en plus d'une concertation permanente dans le cadre de l'alliance Opep+ et l'Organisation des producteurs africains de pétrole (APPO). Le TSGP, projet qualifié par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'"œuvre africaine majeure", est d'une longueur de

4.200 km et devant relier le marché européen aux champs gaziers du Nigeria via l'Algérie et le Niger en traversant les territoires de trois pays- Nigeria (1.000 km), le Niger (850 km) et l'Algérie (2.300 km). Et afin de sceller l'accord pour la réalisation de ce méga projet, un mémorandum d'entente a été signé en juillet dernier à Alger à l'issue de la 3e réunion ministérielle tripartite Algérie-Niger-Nigeria. Les études de réalisation de ce gazoduc sont à un "stade très avancé", il ne reste que 1.800 sur 4.000 km à réaliser de cette structure, selon M. Arkab. Par ailleurs, l'Algérie et le Nigeria se sont engagés à réaliser d'autres projets importants, dont la route transsaharienne et la dorsale transsaharienne à fibre optique. S'agissant du projet de la route transsaharienne, elle est entrée dans sa "dernière phase" de réalisation, a précisé la Banque africaine de développement (BAD), dans un récent rap-

port, qualifiant cette route "d'essentielle à l'avènement de la ZLECAF". D'une longueur de près de 10.000 kilomètres, dont plus de 8.000 km sont actuellement bitumés et livrés, la route transsaharienne traversera 6 pays, à savoir l'Algérie, la Tunisie, le Niger, le Mali, le Tchad et le Nigeria. Quant au projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, il s'agit d'une ligne réalisée en parallèle avec la route transsaharienne, d'une longueur de 4.500 kilomètres. L'Algérie et le Nigeria se sont engagés d'apporter tout leur soutien à la réalisation de cette dorsale, lors de la dernière session du Comité chargé de la réalisation de cette liaison, tenue en juillet dernier. Ces projets structurants, initiés dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine (UA), devaient contribuer à concrétiser une véritable intégration africaine.

Y.S. et APS

Intégration plus active et plus profonde des ODD dans les politiques publiques

Dans de nombreux pays, une première étape, la plus facile, a été franchie : celle du croisement de la liste des ODD avec celle des départements ministériels. L'intérêt de cette cartographie est d'offrir une base de travail pour bâtir des politiques publiques nouvelles dont les orientations et contenus seraient inspirés des ODD, y compris dans leurs déclinaisons au niveau micro et à l'échelle territoriale la plus petite. Cette « ODDéisation » des politiques publiques est un travail d'élaboration novateur qui reste dans une grande mesure à entreprendre. L'approche holistique des ODD : cette exigence découle du caractère systémique du développement durable. Le biais décisionnel le plus fréquent (qui reste dans une certaine mesure assez légitime)

consiste à privilégier les ODD qui donnent des résultats rapides et tangibles au détriment des autres. Il ne s'agit ni de se disperser, ni de tomber dans le saupoudrage, mais de mettre en perspective un « bouquet critique » d'ODD qui soit suffisamment large et équilibré pour déclencher et entretenir une dynamique de développement durable avec les meilleurs effets globaux possibles à court, moyen et long terme. Les premières expériences dans le monde ont confirmé que certains ODD étaient essentiels à la réalisation des autres et qu'ils sont de nature à former un noyau dur de préalables incontournables. La démarche intersectorielle : la ventilation formelle des ODD retenus comme prioritaires, dans les différents secteurs, chacun pour ce qui le

concerne, assure une couverture plurisectorielle, mais celle-ci ne suffit pas. Pour que l'alchimie de chaque ODD se produise, il convient de sortir de l'approche cloisonnée en silos, et d'aller vers une approche transversale à la fois intégrée et coordonnée. Cette exigence est très forte pour la quasi-totalité des ODD. La territorialisation des ODD : seule l'introduction de cette dimension spatiale est à même de concrétiser le principe « no one left behind ». Dans un pays aussi vaste que l'Algérie, où les disparités régionales ont atteint des seuils préoccupants, un des principaux gages de réussite du Programme reste l'intégration des ODD dans le Schéma National d'Aménagement du Territoire et leur désagrégation jusqu'aux échelles communale et infra communale dans le cadre

du développement local. L'interdisciplinarité dans l'approche des ODD : elle reste à bâtir. Les visions administratives propres à la culture des institutions officielles continuent de prédominer, alors que c'est les paradigmes scientifiques qui doivent primer (sciences exactes, sciences de la nature, sciences de l'ingénieur, sciences humaines et sociales). Le cycle de management du développement durable depuis sa conception jusqu'à son évaluation réside dans la mobilisation et l'imbriication des multiples savoirs disciplinaires qui fondent la pertinence profonde de son contenu et la qualité stratégique de ses résultats et impacts sur les problèmes à résoudre. Les interactions entre les ODD : elles doivent être cernées et prises en compte au niveau

même des 169 cibles. Ces dernières agissent les unes sur les autres directement et indirectement. Certaines sont compatibles entre elles et le font de manière plus ou moins convergente (par exemple les ODD 1 et 8), d'autres, incompatibles, produisent des effets plus ou moins divergents, voire opposés (par exemple les ODD 2 et 6). La mise en œuvre du Programme ne doit donc pas être maximaliste, mais viser une optimalité réfléchie fondée sur des compromis à la fois intelligents et dynamiques en vue de tirer le meilleur parti des complémentarités et synergiques, et neutraliser ou minimiser au mieux les contre-synergiques et effets conflictuels. Le recours à des modèles de simulation informatisés peut aider au pilotage.

R.E.

Mila : appel à intensifier les fouilles archéologiques à Milev

Cette région revêt, au regard des documents et écrits disponibles, un important « poids historique » et l'intensification des fouilles archéologiques et l'élargissement de leur aire permettront de mieux connaître les phases successives de son histoire depuis les premières civilisations jusqu'à l'époque islamique et ne pas se contenter de l'époque romaine...

Les participants au 17ème séminaire «Mila à travers l'histoire» ont appelé à intensifier les fouilles archéologiques de mise au jour des différentes civilisations qui se sont succédées à Milev. «Il faut aujourd'hui intensifier les fouilles archéologiques dans la wilaya de Mila et la région de Milev pour découvrir de plus près les différentes civilisations qui s'y sont succédées», a affirmé le chercheur et ancien directeur de l'Agence nationale d'archéologie, Abderrahmane Khelifa, dans son intervention intitulée «pour les fouilles à Milev» durant la rencontre organisée à la bibliothèque M'barek El Mila à l'initiative de l'association «Les amis du vieux Mila». Cette région revêt, a-t-il ajouté, au regard des documents et écrits disponibles un important «poids historique» et l'intensification des fouilles archéologiques et l'élargissement de leur aire permettront de mieux connaître les phases successives de son histoire depuis les premières civilisations jusqu'à l'époque islamique et ne pas se contenter de l'époque romaine sur laquelle s'étaient focalisées



les fouilles menées sous l'occupation française (1956-1957). Pour sa part, le Dr Bouba Medjani, enseignante d'histoire à la retraite a porté l'accent sur la problématique du manque de textes écrits sur l'histoire de Mila. Cette rencontre annuelle a été mar-

quée par la présentation de plusieurs communications sur notamment la figure «le saint Optate de Milev», «Mila durant la période ottomane» et «les éléments du patrimoine de Mila». Des conventions de partenariat ont été signées par l'association «Les amis de

Mila» avec les services de la wilaya, l'université Constantine-3 et l'Agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines en plus de visites vers les monuments de la vieille médina de Mila.

RR et APS

Jijel : 105 opérations de raccordement à l'électricité et au gaz

L'inspecteur général de la wilaya de Jijel a fait une présentation détaillée sur la saison estivale 2023 dans la wilaya, suivie d'interventions de responsables de métrologie, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Il s'agit d'une intervention sur l'état de la conjonction des parcelles qui ont été réhabilitées conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle conjointe du 29/11/2022 présentée par le directeur des services agricoles. La directrice de l'énergie et le directeur de la Société de distribution d'électricité et de gaz à Jijel comprenant les opérations en cours, les sources de financement et les opérations non financées sont aussi intervenus pour présenter l'état du programme de raccordement à l'électricité et au gaz. Après les présentations faites par les directeurs, les chefs de daïra et les présidents des Assemblées populaires communales sont aussi intervenus et des directives ont été données, est-il ajouté dans le communiqué. Concernant la préparation de la saison estivale 2023, il a été souligné «la mise en œuvre des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire concernant les préparatifs avec la mobilisation de tous les élus et administrateurs pour la réussite de la saison». Il a été demandé aux P/APC de convoquer «une réunion du comité local chargé du plan de transport afin de présenter les propositions relatives à la régulation du trafic pendant la saison estivale qui seront étudiées par le comité de wilaya». Il a été décidé de «ne pas octroyer de licence pour l'ex-

ploitation des plages sans la signature d'un cahier des charges». Dans ce contexte, il a été demandé à l'inspecteur général de la wilaya de «tenir une réunion au niveau des daïras après avoir terminé l'inspection de toutes les plages afin de prendre en charge les carences constatées». Le directeur du commerce a été chargé d'«accélérer le contrôle des besoins de la saison estivale en matière d'approvisionnement, et le représentant de la Direction des transports d'étudier la possibilité d'ouvrir une ligne de transport urbain reliant l'aéroport Ferhat-Abbas et la gare ferroviaire de Jijel pendant la saison estivale. Quant au représentant du Directeur des transports, il est chargé d'attribuer les places de stationnement pour les bus venant de l'extérieur de la wilaya afin d'éviter toute forme d'anarchie». Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels a, quant à lui, été chargé d'«installer des tentes aux entrées de la wilaya et au niveau de la plage pour promouvoir les potentialités de la région». Dans le même sillage, les chefs de daïra et les P/APC ont été chargés de procéder à «un recensement exhaustif de tous les lieux pouvant être exploités comme centres de camping et le comité de wilaya chargé du suivi de la saison estivale de sélectionner une plage typique». Les participants à la réunion ont souligné «la nécessité de signaler immédiatement toute coupure d'eau potable ou d'électricité pendant la saison estivale afin qu'elle réparée immédiatement par les équipes d'intervention». Les P/APC ont, quant à eux, été

chargés d'«assurer le nettoyage continu et permanent des plages». Concernant l'état de la conformité des parcelles qui ont été réhabilitées conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle conjointe du 29/11/2022, le directeur des services agricoles a été chargée du «contrôle du processus de recensement à la fin de ce mois de mai, afin que le processus de conjonction puisse être engagé». Il lui a été demandé de tenir une réunion de la cellule technique de wilaya deux fois par semaine pour «accélérer le processus et informer les citoyens par divers moyens de communication des délais fixés pour la réception des dossiers de règlement». Pour ce qui est de l'état d'avancement du programme de raccordement à l'électricité et au gaz, les chefs de service à la Direction de l'énergie et des mines ont été chargés de s'en occuper et d'informer les citoyens concernés quant à la réparation et la réhabilitation du réseau électrique en zone montagneuse de la nécessité de signer les engagements nécessaires et de les soumettre à la Sonelgaz. Le nombre total des opérations liées au raccordement électrique est de 40, dont 12 ont été réalisées, 08 sont en cours de réalisation et 08 autres en cours de lancement, des opérations qui concernent 18 communes. Le total des opérations liées au raccordement au réseau de gaz naturel est, quant à lui, de 65, dont 25 opérations ont été réalisées, 33 sont en cours de réalisation et 06 en cours de lancement, couvrant 18 communes.

R. R.

KSAR SBIHI (OUM EL BOUAGHI) : 129 MAISONS ENDOMMAGÉES PAR LES CHUTES DE GRÊLE

Les chutes de grêle enregistrées ces deux derniers jours dans la commune de Ksar Sbihi (wilaya d'Oum El Bouaghi) ont occasionné des dommages à 129 maisons, a indiqué le wali, Samir Nefla. Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite d'inspection des deux villages de Saker et Mebdaoua de cette commune pour s'enquérir de l'ampleur des dégâts, le chef de l'exécutif local a affirmé que « toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assister les habitants ». M. Nefla a ajouté qu'il a été convenu de dépêcher une commission technique composée de représentants de plusieurs secteurs pour inspecter les maisons endommagées et recenser les familles concernées en vue de trouver les solutions nécessaires pour les habitants en urgence. Le wali a, en outre, mis l'accent sur la nécessité pour les agriculteurs d'assurer leurs biens, leurs récoltes et leurs troupeaux et même pour les citoyens d'assurer leurs habitations, estimant que les dommages causés par les chutes de grêles aux biens des agriculteurs et des habitants soulignent l'importance de contracter des contrats d'assurance.

APS

EL BAYADH : SENSIBILISER LES JEUNES SUR LE DANGER DE LA DROGUE



Le wali d'El Bayadh, Farid Mohamedi, accompagné des membres du comité de sécurité de la wilaya, et en présence du chef de la daïra d'El Bayadh et des présidents des Assemblées populaires communales, a supervisé le lancement de la caravane de sensibilisation sur les dangers de la drogue, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Selon la même source, l'opération s'est déroulée avec la participation d'étudiants et de représentants du secteur de la jeunesse et des sports, des Scouts musulmans algériens, d'associations actives et de la société civile. De son côté, le premier responsable de la wilaya a apprécié «les efforts déployés par les autorités sécuritaires et militaires pour lutter contre ce phénomène» et a appelé les associations et les acteurs de la société civile à intensifier les efforts pour «assurer la poursuite des actions de sensibilisation auprès des jeunes, en particulier, sur les dangers de la drogue, ses effets négatifs sur l'être humain et ses répercussions sur la société».

R. R.

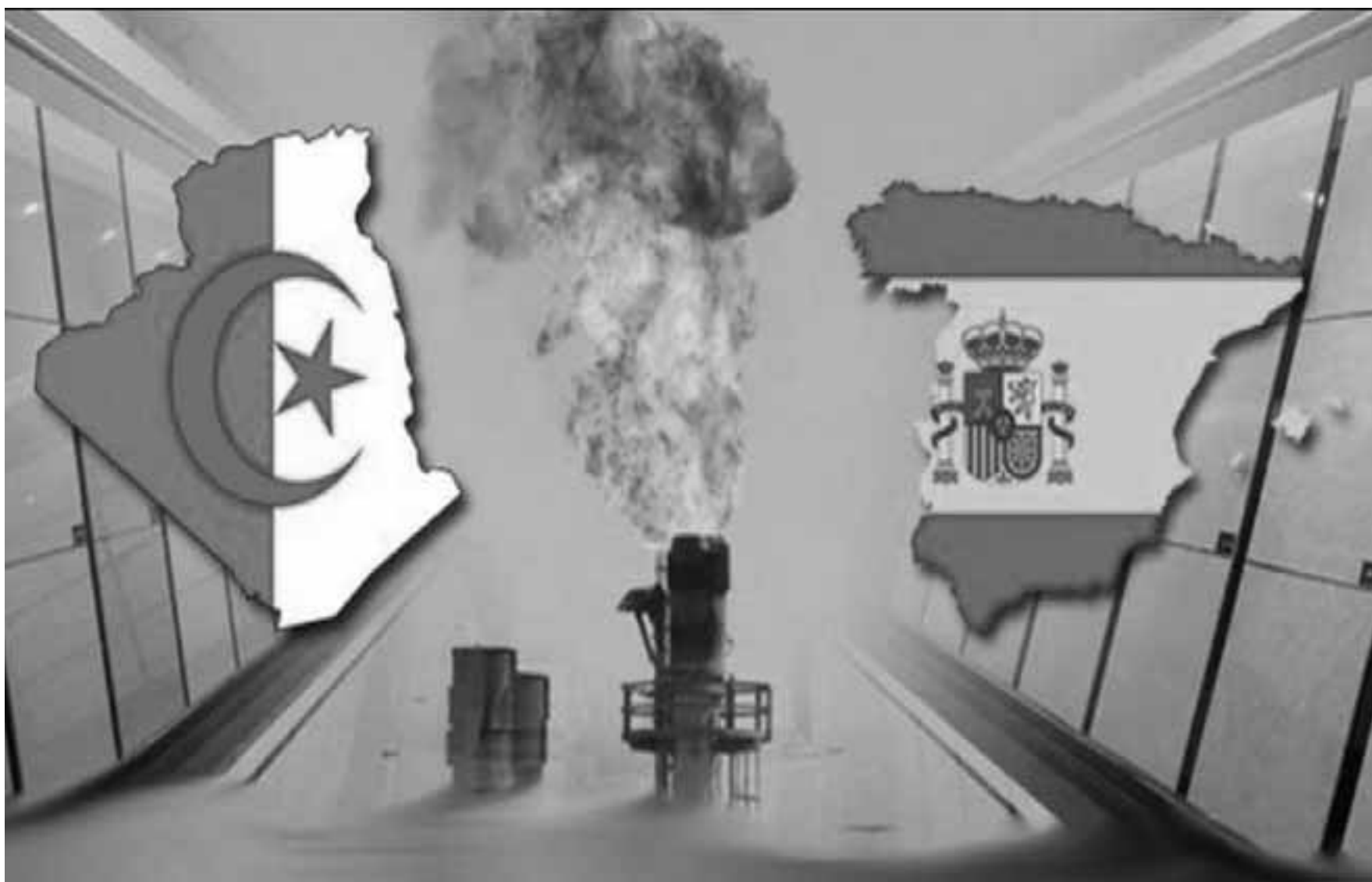
RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ESPAGNE ET PERSPECTIVES

LE JEU COMPLEXE DES RELATIONS



ABDERRAHMANE MEBTOL
Professeur des universités, expert international, docteur d'Etat 1974,
Directeur d'études ministère Industrie-Energie 1974/1979-1990/1995-2000/2006-2013/2015, Président de la commission transition énergétique des 5+5+ Allemagne en juin 2019.

L'Algérie, reconnue par la communauté internationale comme un acteur clef de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, s'en tient dans ses relations à la légalité internationale ayant adopté une position de neutralité dans le conflit en Ukraine lors du récent vote à l'ONU, tissant d'excellentes relations avec la Russie, la Chine les USA, la majorité des pays européens et d'autres pays en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient, défendant avant tout sa souveraineté qui n'a pas de prix. Aussi, les supputations récentes de certains responsables espagnols, avis qui ne font pas l'unanimité en Espagne, que les tensions actuelles seraient dictées par Moscou à l'Algérie, ne tiennent pas la route du fait du renforcement récent des relations économiques avec l'Italie, la France, l'Allemagne et les USA, tout en gardant des relations stratégiques avec la Russie.



Espérons que le dialogue productif l'emporte sur les passions. Comme l'ont souligné le président de la République et récemment l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, elle honorera ses engagements internationaux pour l'approvisionnement en hydrocarbures quel que soit le pays, dans le cadre strict du respect des contrats. La révision des prix est contenue dans les clauses, en principe toutes les deux années, en rappelant que par le passé, ce sont deux pays l'Italie et l'Espagne qui avaient demandé la révision des prix à la baisse, lorsque

le cours étaient bas. Aujourd'hui en toute souveraineté, le cours étant la hausse l'Algérie est en droit de demander une révision des prix à la hausse

1.-QUELLES SONT LES RELATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ALGÉRIE AVEC LE RESTE DU MONDE ?

En dépit des relations politiques mouvementées depuis de longues décennies, l'Europe demeure le premier partenaire de l'Algérie, mais les échanges restent loin d'un optimum possible, comme en témoigne la structure du commerce extérieur du pays. En 2019, la France était le 1er client de l'Algérie (14 % du total),

devant l'Italie (13 %) et l'Espagne (11 %). La Chine était en 2019 le 1er fournisseur de l'Algérie (avec une part de marché de 18 %), suivie par la France (10 %) et l'Italie (8 %). Sur la liste des pays fournisseurs de l'Algérie, la France occupe la première place parmi les pays de l'UE avec 10 %, suivie de l'Italie (7 %), de l'Allemagne (6,5 %) et de l'Espagne (6,2 %) contre 17 % pour la Chine. En matière d'exportations, l'Italie est le premier client de l'Algérie avec un taux de 14,5 % suivie de la France (13,7 %) et l'Espagne (10 %) contre 9 % pour la Turquie et 5 % pour la Chine. Selon les statistiques douanières bilan 2020, sur 34,39 milliards d'importation de biens et 23,80 milliards de dollars d'exportation, les principaux

partenaires sont la Chine avec 16,81% suivi de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et l'Espagne avec respectivement 10,60%, 7,05%, 6,48% et 6,22%. Pour les principaux clients nous avons l'Italie avec 14,47% suivie de la France, l'Espagne, la Turquie et la Chine avec respectivement 13,69%, 9,84%, 8,91% et 4,89%. Ainsi, les tendances du commerce extérieur, montrent que l'Europe demeure le premier partenaire avec peu d'évolution entre 2021/2022. Selon les données douanières pour 2020 nous avons la ventilation suivante par grandes zones : l'Europe 48,45% d'importation et 56,76% d'exportation avec une baisse de 17,70% par rapport à 2019 du fait de l'épidémie du coronavirus et de la

baisse en volume pour les importations d'hydrocarbures : l'importation 3,27% contre 6,58% ; Amérique du Nord 8,41% d'exportation et 8,41% d'exportation ; Océanie 32,73% d'exportation et 28,71% d'exportation ; le premier cas la domination avec 35,50% des exportations ; le principal fournisseur : l'Espagne 18,04% et de l'Inde 18,04% ; la zone de libre échange avec le monde arabe : les échanges sont de 1,20 milliard de dollars contre 1,33 en 2019, soit une baisse de 9,61%. En 2020, l'économie est caractérisée par l'impact des économies. Il faut évaluer les impacts, le monde arabe se statue de la baisse mais raisonner économiquement. Prenons de l'exemple la pandémie du coronavirus : les échanges avec les européens n'étaient pas dépendaient de la Chine du fait de la pandémie. Récemment en Ukraine ils ont une forte dépendance à l'égard de l'Énergie, dépassant leur approvisionnement du monde dont l'Algérie a une dépendance alimentaire. L'Ukraine représente des exportations de PIB russe est exportant une économie mais contrôlant les matières stratégiques de celui de l'Espagne de dollars en 2020. L'Énergie ou la production de ménages et les chaînes de production des prix alimentaires mondiale et idem pour les produits agricoles. Car la production de marchandises. Les chaînes de production contrôlant à leur tour la forte valeur ajoutée, la hausse des prix sur les produits d'hydrocarbures, les matières premières de consommation gagnent d'un côté, l'autre côté devant les devises pour calculer.

2.-RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ESPAGNE EN 2020

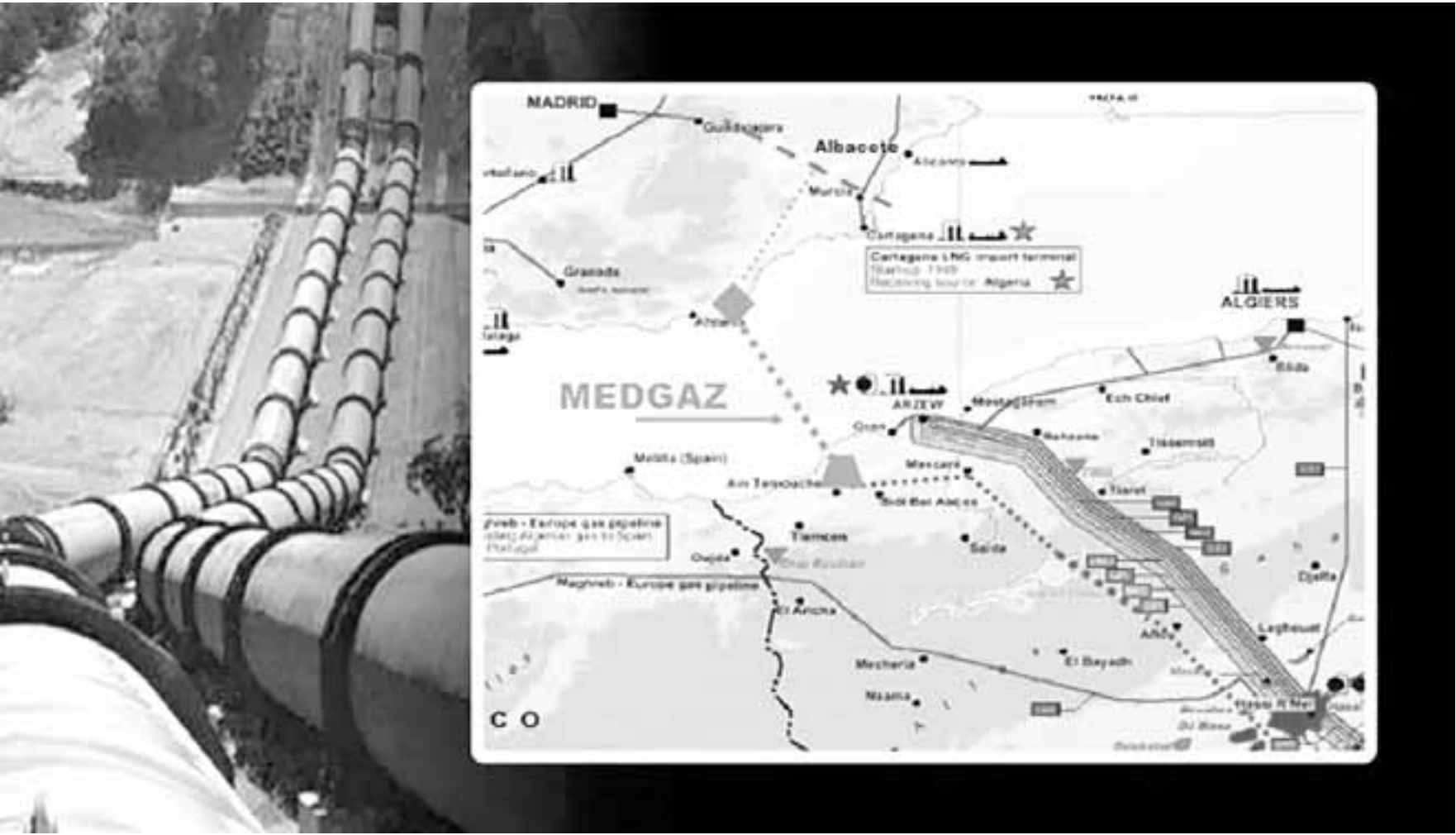
Selon les données nous avons la situation des principaux indicateurs de l'Algérie et de l'Espagne le PIB (produit intérieur brut) courant (c'est-à-dire compte des fluctuations euro/dollar étant sonner à prix constants) de milliards de dollars en 2020. Les exportations non comprises les services 307 milliards de dollars les importations 325 milliards de dollars les exportations et 35 milliards pour les importations l'Algérie le PIB est évalué de dollars en 2020 du fait de l'épidémie du coronavirus a affecté surtout les hydrocarbures et les dérivés envoyés entrées en devises ont été de 23,9 milliards.

PERSPECTIVES D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ PAR L'ALGÉRIE DE L'EUROPE RELATIONS INTERNATIONALES

physique des exportations ; l'Afrique 15,55% importation ; Asie et d'importation et ion , pour ce der-nance de la Chine importations prin-suivi de la Turquie de 6,76%. Pour la nge entre l'Algérie abe GZALE , les risoires , environ dollars en 2020 19 soit une baisse 22, le monde est erdépendance des éviter pour analy-mythe d'une analy-lance commerciale toujours en dyna-ux exemples : l'épi-rus a fait découvrir otamment qu'ils ertains produits de leur désindustriali-avec les tensions t découvert leur de lla Russie pour nt les 40% pour ement et le reste rrique de la dépen-e, la Russie et tant environ 30% ondiales. Certes le trêmement faible, ie peu diversifiée les matières pre-s, un PIB proche ne 1775 milliards 1 contre 1483 en tre la consumma-trent dans toutes duction, la hausse nt l'inflation mon-les biens alimen-duction est produc-ises par des mar-pays développés ur les segments à e répercutent cette r les pays produc-ures (biens équipe-remières et biens n) d'où ce qu'ils ils le perdent de dresser la balance er le solde net

LES ALGÉRIE 2021

relations internationales ation suivante des eurs économiques Espagne. Pour l'Es-uit intérieur brut à donc devant tenir ations monétaires plus juste de rai-ants) de 1426 mil-2021 contre 1280 rtations de biens (rrvices) ont totalisé dollars en 2020 et 24 contre en 2021 dollars pour les 4 milliards de dol-tations Pour l'Al-lué à 147 milliards et 163 en 2022. Du du coronavirus qui les exportations représentant avec ron 97/98% des , les exportations illiards de dollars et



les importations de biens non compris les services de 33,8 milliards de dollars en 2020. Pour 2021, les exportations avoisinent les 37/38 milliards de dollars dont 34,5 provenant des hydrocarbures, Sonatrach incluant environ 2, 5 milliards de dollars de dérivées comptabilisées dans la rubrique hors hydrocarbures. Pour 2022, comme je l'ai mis en relief dans une interview au quotidien français le Monde.fr Paris, début juin 2021, et récemment le 11 juin 2022 lors du Forum initié par le quotidien gouvernemental Ech Chaab sur les défis de la transition économique, les recettes prévues seraient entre 58/59 milliards de dollars. Pour le commerce entre l'Espagne et l'Algérie, nous avons les résultats suivants : En 2020, l'Algérie a importé pour 2,1 milliards de dollars d'Espagne contre 2,9 milliards en 2019, soit une baisse de près de 21%. Dans le même temps, les exportations algériennes vers l'Espagne ont chuté de 40%, passant de près de 4 milliards de dollars en 2019 à 2,3 milliards de dollars en 2020, selon les chiffres des Douanes algériennes. Pour 2021, nous avons une valeur d'environ 7 milliards de dollars, les exportations Algérie Espagne sont d'environ 4,9, principalement les hydrocarbures, et les importations d'Espagne de 2,1 milliards de dollars. Les exportations espagnoles vers l'Algérie comprennent le fer et l'acier, les machines, les produits de papier, le carburant et les plastiques, tandis que les exportations de services comprennent la construction, les affaires bancaires et les assurances. Les entreprises énergétiques espagnoles Naturgy, Repsol et Cepsa ont des contrats avec la compagnie gazière publique algérienne Sonatrach. Selon les statistiques de l'organisme public espagnol Strategic Reserves of Petroleum Products Corporation (Cores), sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, l'Algérie demeure le premier fournisseur de l'Espagne en gaz, avec 41,4% des

importations espagnoles entre le 1er janvier 2021 et fin janvier 2022, Les Etats-Unis, qui tentent une plus grande percée en Europe, notamment à la faveur de la crise avec la Russie, sont le deuxième fournisseur de gaz de l'Espagne, loin derrière l'Algérie, avec une part de 16,9% du total des importations espagnoles la Russie est le quatrième fournisseur, avec 8,7% suivie par le Qatar (6,3%) et le reste du monde 8,8%.

3.-L'ALGÉRIE, ACTEUR STRATÉGIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE DE L'EUROPE

Les réserves algériennes sont d'environ 2500 milliards de mètres cubes gazeux et 10 milliards de barils de pétrole (source conseil des ministres 2019). Sans compter la part du GNL représentant 33% des exportations, pour les canalisations, part 67%, nous avons le Transmed via l'Italie, la plus grande canalisation d'une capacité de 33,5 milliards de mètres cubes gazeux via la Tunisie, avec en 2021 une exportation d'environ de 22 milliards de mètres cubes gazeux, existant une possibilité, au maximum, il ne faut pas être utopique ayant assisté à un désinvestissement dans le secteur, nous devons réserver de l'accroissement de la production interne d'un supplément à court terme, au maximum de 3/4 milliards de mètres cubes gazeux, de 10 à 11 à moyen terme. Nous avons le Medgaz directement vers l'Espagne à partir de Beni Saf au départ d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux qui après extension depuis février 2022 la capacité ayant été portée à 10 milliards de mètres cubes gazeux et le GME via le Maroc dont l'Algérie a décidé d'abandonner, le contrat s'étant achevé le 31 octobre 2022, d'une capacité de 13,5 de milliards de mètres cubes gazeux. Mais, il faut être réaliste, Sonatrach est confrontée à plusieurs contraintes notamment la

forte consommation intérieure, en 2021 presque l'équivalent des exportations , qui risque horizon 2025/2030 de dépasser les exportations actuelles, dossier lié à la politique des subventions sans ciblage, dossier sensible qui demande un système d'information en temps réel et la maîtrise de la sphère informelle qui contrôle, selon les propos du président de la République entre 6000/10.000 milliards de dinars, soit entre 33 et 47% du PIB. Sous réserve de sept conditions, l'Algérie horizon 2025/2027, pourrait pouvant doubler les capacités d'exportations de gaz environ 80 milliards de mètres cubes gazeux avec une part entre 20/25% de l'approvisionnement de l'Europe : La première condition concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique et une nouvelle politique des prix renvoyant au dossier de subventions. La deuxième condition est relative à l'investissement à l'amont pour de nouvelles découvertes d'hydrocarbures traditionnels, tant en Algérie que dans d'autres contrées du monde, mais pouvant découvrir des gisements non rentables financièrement un des conseils réent des ministres a annoncé 40 milliards de dollars d'investissement sur les 5 prochaines années dont 8 pour 2022; et le partenariat avec l'étranger étant liée aux décrets d'application de la nouvelle loi des hydrocarbures notamment son volet fiscal La troisième condition, est liée au développement des énergies renouvelables (actuellement dérisoire moins de 1% de la consommation globale) devant combiner le thermique et le photovoltaïque le coût de production mondial a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir où, avec plus de 3000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire La quatrième condition, selon la déclaration de plusieurs ministres de l'Énergie entre 2013/2020, l'Algérie compte construire sa première cen-

trale nucléaire en 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité galopante La cinquième condition, est le développement du pétrole/gaz de schiste, selon les études américaines, l'Algérie possédant le troisième réservoir mondial, d'environ 19 500 milliards de mètres cubes gazeux, mais qui nécessite, outre un consensus social interne, de lourds investissements, la maîtrise des nouvelles technologies qui protègent l'environnement et des partenariats avec des firmes de renom La sixième condition, consiste en la redynamisation du projet GALSI, Gazoduc Algérie-Sardaigne-Italie, qui devait être mis en service en 2012 d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux La septième condition est l'accélération de la réalisation du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie d'une capacité de plus de 33 milliards de mètres cubes gazeux, un cout selon les études européennes d'environ 20 milliards de dollars et nécessitant l'accord de l'Europe principal client. Cependant, l'avenir appartenant à l'hydrogène comme énergie du futur 2030/2040 En résumé, pour l'Europe, l'Algérie est un partenaire clef, et pour l'Algérie, l'Europe est un partenaire stratégique dans le domaine économique et même sécuritaire afin de cadre d'un partenariat gagnant-gagnant afin de faire du bassin méditerranéen un lac de paix et de prospérité partagé. En n'oubliant jamais que dans les relations internationales n'existent pas de sentiments mais que des intérêts, chaque pays défendant ses intérêts propres. Car face aux nouveaux enjeux, l'épidémie du coronavirus, le réchauffement climatique avec la maîtrise de l'eau principal input de la sécurité alimentaire et la crise ukrainienne préfigurent d'importantes mutations mondiales dans les relations internationales, militaires, sécuritaires, politiques, culturelles et économiques.

ademmebtoul@gmail.com

ARMÉE SAHRAOUIE:
**NOUVELLES
ATTAQUES CONTRE
LES FORCES
DE L'OCCUPATION
DANS LES SECTEURS
DE HAOUZA
ET MAHBES**

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené samedi de nouvelles attaques contre les positions des forces de l'occupant marocain dans les secteurs de Haouza et Mahbes, a indiqué le ministère sahraoui de la Défense. Dans son communiqué militaire N 791, rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le ministère a précisé que les combattants de l'APLS «ont bombardé les positions des soldats de l'occupation dans la région d'Arbib Al-Ka'a, le secteur de Haouza et les régions de Laran, Al-Ariya, et un quartier général dans la région de Lakad dans le secteur de Mahbes». Vendredi, les unités de l'Armée sahraouie ont ciblé les 15e et 16e bases, en sus du radar des forces de l'occupant marocain dans la région de Doumes, dans le secteur de Bagari. L'Armée sahraouie avait également ciblé les soldats de l'occupant marocain dans les régions de Fedret El Ach, le nord de Glib Direct et Rous Afder Agedjgal dans le secteur de Haouza. «Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation marocaine qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte», ajoute le communiqué

MALI/ACCORD D'ALGER:

Le ministre de la Réconciliation à Kidal pour relancer le processus de paix

Une délégation gouvernementale conduite par le ministre malien de la Réconciliation, Ismaël Wagué, est arrivée, vendredi, à Kidal, pour y rencontrer les représentants des signataires de l'Accord de paix et de réconciliation, issu du processus Alger, rapportaient samedi des médias.



Le déplacement d'Ismaël Wagué à Kidal vise à renouer le contact avec les parties signataires de l'Accord de paix de 2015 et à baliser le terrain vers la tenue du référendum du 18 juin prochain dans toutes les régions du Mali, selon des médias. Le ministre a déclaré qu'il est à Kidal pour rendre visite à «tous

les représentants des mouvements signataires de l'Accord avec nous». «L'accord est extrêmement important. Le gouvernement du Mali est dans l'Accord et il fera tout pour que, dans le cadre de l'Accord, vous pouvez vous épanouir et qu'on puisse atteindre nos objectifs ensemble. C'est un symbole fort

que je sois là aujourd'hui pour vous montrer que quelles que soient les difficultés que nous traversons, nous sommes conscients que nous devons être ensemble, que nous devons nous donner la main pour qu'on puisse aller vers la paix, le développement, la sécurité au bénéfice de nos populations».

«Aujourd'hui plus que jamais, il est important qu'on puisse lutter efficacement contre l'ennemi, à savoir : le terrorisme et l'insécurité», a-t-il souligné. La dernière réunion du Comité de suivi de l'Accord regroupant toutes les parties remonte au mois de novembre 2022

I.M.

SÉNÉGAL/PRÉSIDENTIELLE 2024 :

L'opposition debout contre toute tentative de disqualification d'Ousmane Sonko

La coalition Yewwi Askan wi (YAW- Libérer le peuple), principale force de l'opposition sénégalaise, a mis en garde mardi contre toute tentative de disqualification du candidat Ousmane Sonko à la présidentielle de février 2024. Cette coalition qui est la principale force de l'opposition

a organisé mardi un "Giga meeting" aux Parcelles Assainies (périphérie de Dakar) pour protester contre «l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques et les arrestations arbitraires». «Que Macky Sall ne tente même pas de barrer la candidature de Ousmane Sonko

pour la présidentielle de février 2024», a assuré Habib Sy, président de la Conférence des leaders de la coalition. «Ousmane Sonko ne doit pas être la 3ème victime de Macky Sall», a indiqué l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall qui avait été disqualifié de la présidentielle de 2019

après une décision de justice à son encontre. «Macky Sall a disqualifié Khalifa Sall et Karim Wade à l'élection présidentielle de 2019. C'est ce qu'il essaie contre Ousmane Sonko pour la présidentielle de 2024. Ça ne passera pas cette fois», a juré, pour sa part, l'opposant Moussa Tine. «Depuis quelques mois le pays est sous tension et ceux qui sont en face de nous manquent de sérénité. C'est ce qui explique les arrestations arbitraires de nos militants et sympathisants. J'appelle le président Macky Sall à la raison», a noté l'ancien maire de Dakar. Dans la volonté de «sécuriser» la candidature de Sonko, Déthié Fall, un autre leader de la coalition, a appelé les militants à la grande mobilisation jeudi au tribunal de Dakar où se tient le procès du leader des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) pour une affaire de diffamation contre Mame Mbaye Niang, ministre du Tourisme et des loisirs. «Le 16 (mars) à la première heure, tous au tribunal pour accompagner le président Ousmane Sonko», a ainsi lancé Fall. Le ton guerrier comme à son habitude, le principal concerné, Ousmane Sonko, président des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), a appelé «à la grande mobilisation comme c'est le cas aujourd'hui pour le 15 et le 16 mars.»

R.I./Agences

LA MILITANTE FRANÇAISE DES DROITS DE L'HOMME, CLAUDE MANGIN, SANS DÉTOUR :

«Les prisonniers sahraouis sont maltraités de manière systématique»

La militante française des droits de l'homme, Claude Mangin, a exprimé ses craintes quant à l'état de santé des prisonniers sahraouis dans les geôles du colonisateur marocain, où ils sont «maltraités de manière systématique». Dans un entretien accordé à l'APS, Mme Mangin est longuement revenue sur la situation des prisonniers sahraouis dans les geôles du colonisateur marocain. Elle a fait part des entraves dressées par le régime du Makhzen pour l'empêcher de voir son mari, le prisonnier sahraoui Naama Asfari, qu'elle n'a pu

approcher depuis quatre ans. «Mon mari et ses compagnons du groupe de Gdeim Izik incarcérés depuis près de 12 ans -ils sont actuellement encore 19- et tous les autres prisonniers sahraouis sont maltraités de manière systématique dans les prisons marocaines, et ce depuis toujours», a-t-elle témoigné. Elle a dit être particulièrement inquiète pour la santé de trois étudiants sahraouis emprisonnés depuis 7 ans et condamnés à de lourdes peines (15, 12 et 10 ans de prison ferme), en grève de la fin depuis le 20 février. Dans ce registre, la

militante a appelé la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour qu'il lève l'état de siège imposé aux territoires occupés du Sahara occidental depuis plusieurs années. «Le Maroc doit être obligé de lever cet état de siège permanent qu'il a mis, depuis 2014, autour du Sahara occidental occupé», a affirmé Mme Mangin, au moment où le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Volker Türk, vient d'indiquer que le bureau qu'il dirige depuis 2022 n'a pas effectué de mission au Sahara occidental depuis

huit ans, soulignant qu'il était très important d'être en mesure de le faire à nouveau. Rappelant que plusieurs institutions comme le Comité onusien contre la torture et le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies ne cessent de condamner Rabat depuis plus de 10 ans, Claude Mangin s'est félicitée de l'adoption, en janvier dernier par le Parlement européen, d'une résolution condamnant le Maroc, pour la première fois en 25 ans, pour, entre autres, atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

I.M./avec Aps

ACCESSION EN LIGUE 1

Sprint final indécis au Centre-Ouest, l'US Souf sur du velours

Dans le groupe Centre-Est, l'US Souf, surgie de nulle part, n'a plus besoin que d'une seule victoire pour composer son ticket pour la Ligue 1. Elle aura les faveurs des pronostics lors de la prochaine journée en se déplaçant chez la lanterne rouge, la JSM Skikda, déjà condamnée à la relégation au palier inférieur.

A trois journées du tomber de rideau de la saison de Ligue 2 de football amateur, tout reste possible dans le groupe Centre-Ouest où le sprint final pour l'accession en Ligue 1 s'annonce indécis avec une époustouflante course-poursuite entre l'ES Mostaganem et l'ES Ben Aknoun, alors que l'US Souf, solide leader du groupe Centre-Est, a déjà franchi un grand pas pour rejoindre l'élite nationale. Si l'US Souf (57 pts) a pris une sérieuse option pour une accession historique en Ligue 1 avec sept points d'avance sur son dauphin, l'AS Khroub, le chassé-croisé entre l'ES Mostaganem (1^{er}, 61 pts) et l'ES Ben Aknoun (2^e, 60 pts) devient intense et stressant pour les deux galeries, avant la grande explication prévue lors de la dernière journée sur les hauteurs d'Alger, à Ben Aknoun. Avant ce match capital pour les deux équipes, l'Espérance de Mostaganem se déplacera chez le MCB



Oued Sly (5^e, 45 pts) puis accueillera le SKAF Khemis Miliana (7e, 39 pts), alors que l'ES Ben Aknoun recevra le SC Mecheria (4e, 51 pts) avant de se rendre chez le WA Tlemcen (14e, 25 pts) déjà en vacances. L'esprit sportif et le fair-play seront convoqués lors de ces trois derniers matchs autant dans le groupe centre-ouest que dans celui de Centre-est. Dans le groupe Centre-Est, l'US Souf, surgie de nulle part, n'a plus besoin que d'une seule victoire pour composer son ticket pour la Ligue 1. Elle aura les faveurs des pronostics lors de la prochaine journée en se déplaçant chez la lanterne rouge, la JSM Skikda, déjà condamnée à la relégation au

palier inférieur. L'épilogue de la saison de Ligue 2 sera également marqué par la lutte pour le maintien avec plusieurs équipes menacées par la relégation dans les deux groupes. Dans la poule Centre-Ouest, six équipes sont à la lutte pour éviter les deux dernières places synonymes de relégation, étant donné que le sort du RC Relizane (0 point) est déjà scellé : il s'agit du WA Tlemcen, du RC Kouba, du MC Saïda, de l'O Médéa, du NA Hussein-Dey et du GC Mascara, qui devront faire le plein de points lors des prochaines journées pour éviter le purgatoire. Autant dire que la bataille sera rude et tout aussi épique pour ces équipes qui ont déjà évolué en ligue 1. Contraire-

ment à la poule Centre-Ouest, la bataille risque d'être plus féroce dans la poule Centre-Est pour le maintien en Ligue 2 et éviter d'accompagner la JSM Skikda et HAMRA Annaba en Inter-régions la saison prochaine. Dans ce groupe, il s'agit d'au moins 10 clubs qui sont concernés par la lutte pour le maintien : de l'US Chaouia premier relégable avec 33 points au MO Constantine et le CA Batna qui totalisent 39 points. Selon les règlements de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), en cas d'égalité de points entre deux équipes ou plus au terme du classement final, plusieurs critères seront pris en compte.

APS

R.S.

Le FC Barcelone sacré champion d'Espagne pour la 27^e fois de son histoire

Le FC Barcelone a été sacré champion d'Espagne pour la 27e fois de son histoire dimanche grâce à sa victoire 4-2 sur le terrain de l'Espanyol Barcelone pour la 34e journée de Liga. A quatre journées de la fin du championnat, les Catalans ne peuvent plus être rattrapés par le Real Madrid, deuxième à 14 points. Dimanche soir, le Barça a surclassé ses adversaires grâce à un doublé de Robert Lewandowski (11e, 40e) et deux buts d'Alejandro Balde (20e) et de Jules Koundé (53e), qui ont tous deux ouvert leur compteur sous les couleurs blaugranas, permettant ainsi au Barça de

rafler son premier titre en Liga depuis 2019, malgré les deux buts tardifs de l'Espanyol signés Javi Puado (73e) et Joselu (90e+2). « Ce n'est pas la Liga de Xavi », assure XaviAprès sa victoire, l'entraîneur du Barça Xavi a déclaré en conférence de presse d'après-match) être » très satisfait, on a fait du très bon travail. On gagne la Liga alors qu'il reste quatre journées à jouer. Tout le mérite revient à l'équipe. ça aurait été la quatrième saison sans gagner le championnat, ça aurait été trop. C'est un moment très émouvant, c'est très difficile de ne pas célébrer, après tant de mois de travail. On ne l'a pas

célébré parce que c'était le stade de l'Espanyol, on l'a célébré parce que c'est un titre extraordinaire, tout simplement. On a continué à le célébrer dans les vestiaires. Mais ce titre procure beaucoup d'espoir pour le futur. J'ai ressenti de la joie, de la satisfaction du travail bien fait. Tout le groupe a fait bloc. Nous sommes une famille. C'est une Liga extraordinaire, qu'il faut célébrer à sa juste valeur. Mais ce n'est pas la Liga de Xavi. Je ne suis pas à l'aise quand j'entends cela. C'est une nouvelle ère, et il faut continuer à travailler dans ce sens ».

R.S.

R.S.

Le Barça fera « tout ce qui est possible » pour ramener Messi, assure Laporta

Le président du FC Barcelone, Joan Laporta, a assuré lundi qu'il ferait « tout ce qui est possible » pour ramener la star argentine Leo Messi au club, affirmant qu'il avait parlé au joueur pour surmonter son départ houleux du Barça en 2021. « J'ai parlé à Leo pour réorienter une situation qui s'est produite, où j'ai dû faire passer l'institution avant tout, même lui, qui est le meilleur joueur du monde », a déclaré Laporta à la chaîne de télévision publique régionale catalane TV3. « La vérité est qu'il s'agissait d'une conversation très affectueuse, très agréable, et que nous nous sommes également envoyé des messages

ces derniers temps », a ajouté le président catalan, assurant qu'« il y a une relation » avec le joueur. Laporta a affirmé plus tôt lundi au média Jijantes que « nous ferons tout ce qui est possible » pour ramener le N.10 argentin au Barça, mais il s'est montré plus prudent sur TV3. « C'est un joueur du Paris Saint-Germain et ce que nous ferons, c'est améliorer l'équipe dans tous les domaines, nous avons déjà travaillé là-dessus », a-t-il expliqué, évitant de parler des éventuelles concessions financières que Messi devrait faire pour revenir au Barça. Laporta a rappelé que « le club est sur un plan d'austérité ». Le FC Barcelo-

ne, qui attend toujours l'approbation d'un plan de viabilité par la Ligue espagnole de football, doit économiser 200 millions d'euros sur sa masse salariale pour être autorisé à recruter cet été. En fin de contrat avec le PSG, Messi aurait reçu une offre salariale de 500 millions d'euros par an du club saoudien d'Al-Hilal. « Avec tout le respect que je dois à l'Arabie saoudite, le Barça est le Barça, et c'est sa maison », a déclaré Laporta, ajoutant être convaincu que « nous pouvons rivaliser avec tout le monde » pour attirer la star argentine de presque 36 ans.

R.S.

CAN U17

LE SÉNÉGAL BAT LE BURKINA FASO AUX TIRS AU BUT ET PASSE EN FINALE

L'équipe nationale du Sénégal s'est qualifiée aux demi-finales de la 14e édition de la Coupe d'Afrique des Nations -CAN-2023- de football des moins de 17 ans (U17) en battant dimanche au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba son homologue burkinabé aux TAB (tirs au but, 5-4) après avoir terminé le match sur un nul (1-1, mi-temps 1-0). Les Sénégalais ont ouvert le score par Abdou Fal (16e), avant que les Burkinabé n'égalisent à l'heure de jeu grâce à tir tendu des 20 mètres d'Ouedraogo (83e). La deuxième demi-finale aura lieu dimanche soir (20h00) au stade Chahid Hamlaoui (Constantine) et opposera le Mali au Maroc. La finale de la 14e Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 des moins de 17 ans (U17) aura lieu vendredi 19 mai à 22h00 au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger). Les quatre premiers du tournoi représenteront l'Afrique au Mondial U17 initialement prévu au Pérou du 10 novembre au 2 décembre prochains, avant que la Fédération internationale de football (Fifa) ne décide de retirer l'organisation à ce pays en raison du retard pris dans la réalisation des infrastructures sportives, dont les stades de football.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES ÉCHECS LINA NASSR SACRÉE

L'échéphile algérienne Nassr Lina a remporté le championnat d'Afrique des échecs individuel seniors toutes catégories, clôturé ce samedi en Egypte, après sept jours de compétition. Nassr Lina a dominé la compétition dames avec sept victoires et un nul sur 9 rondes devant l'Égyptienne Mona Khalid avec 7 points. L'autre Algérienne, Latreche Sabrina, a complété le podium avec 6,5 points. Chez les hommes, la première place a été remportée par l'Égyptien Fawzi Adham (8 points) devant l'Algérien Bellahcene Billal avec 7,5 points. L'Égyptien Amine Bessam a pris la 3e place du podium avec 7,5 points.

R.S.

FONDÉ EN 1943 PAR LE GRAND DANSEUR RUSSE IGOR MOÏSEYEV

Le Ballet "Igor-Moïseyev", de la Fédération de Russie, enchante le public algérois

Un spectacle époustouflant de chorégraphies folkloriques, représentant la mosaïque patrimoniale de la Russie et des autres cultures du monde, a été présenté, jeudi soir à Alger, par l'Ensemble académique d'Etat de danses populaires, "Igor-Moïseyev" de la Fédération de Russie, sous la direction artistique d'Elena Scherbakova, devant un public nombreux.

En présence de la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, la cinquantaine de ballerines et de danseurs de l'Ensemble "Igor Moïseyev" ont présenté, 90 mn durant, une dizaine de tableaux riches en couleurs et en mouvements, alternant entre danses, folkloriques, traditionnelles et populaires russes et autres pays. "La culture joue un très grand rôle dans le rapprochement des peuples, permettant l'échange d'expériences et le renforcement des liens amicaux", a déclaré la ministre de la Culture et des Arts.

Le public a ainsi pu apprécier et découvrir quelques-unes des danses de l'Ex. Union soviétique de différentes régions et contextes sociaux, appréciant la finesse et la précision de leur exécution dans des cadences rapides qui exigent une grande souplesse.

Les différentes danses présentées, souvent mêlées à des performances physiques hautement acrobatiques, reposaient, au-delà des cadences et des chorégraphies que recèle chacune d'elles, sur la variété de l'accoutrement, somptueusement conçu dans des modèles de haute couture, aux couleurs vives, propres à chaque région ou contexte représenté.

Dans des atmosphères de grands soirs, les ballerines et les danseurs russes, pimpants et aux mines joviales, ont présenté, entre autres danses hau-



tement techniques et esthétiques, "Le Khorovod", danse festive qui consiste à se déplacer en cercle en se tenant par la main, alors que la danse "pliska", également festive propulse l'assistance sur les terres et la tradition de la vaste Russie, à travers des mouvements très énergiques.

Autres danses exécutées par l'Ensemble russe, le "Iablotchko" ou la "quadrille russe", une danse de marins, la "Kalinka", "la Barynia", joyeuse et aux mouvements très physiques

exécutés sur un air et au rythme de l'accordéon, ou encore, des danses populaires, espagnoles, mexicaine ou grecque avec la célèbre "Dance de Zorba" qui a suscité un grand engouement du public.. Le public a pris du plaisir à apprécier un spectacle visuel plein, aux mouvements et gestes "fins, justes, élégants et précis", sortant avec l'impression d'avoir pris part à un "vrai voyage initiatique" à la découverte de la richesse culturelle de la "grande Russie".

Fondé en 1943 par le grand

danseur russe Igor Moïseyev, le Ballet national russe de danse populaire baptisé du nom de cette grande figure artistique du XXe siècle, est le premier ensemble académique de danse folklorique à voir le jour dans le monde. Reconnu comme le plus grand chorégraphe du XXe siècle, en particulier dans le domaine de la danse folklorique inspirée de contes populaires et de légendes basées sur des épopées théâtrales, Igor Alexander Moïseyev (1906-2007), était un jeune danseur au Ballet Bolo-

choi lorsqu'il avait décidé de s'intéresser aux danses folkloriques populaires en Russie et dans le monde. Alexander Moïseyev arrivera à mettre en valeur les danses locales de différentes régions, en rassemblant plus de 200 danseurs formés au ballet, et en concevant plus de 300 œuvres de danse. Le Ballet "Igor-Moïseyev" de la Fédération de Russie continuera de se produire à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, jusqu'à dimanche prochain.

M.Dj.

ABOU RAS ENNACIRI ET SA CONTRIBUTION À L'ENRICHISSEMENT DU PATRIMOINE HISTORIQUE ALGÉRIEN

«Gharib al-Akhbar âama kana fi Wahran wa fi El-Andalous», un modèle du genre

Les participants à une journée d'étude sur "Abou Ras Ennaciri...cheikh des historiens algériens", organisée dimanche à Mascara, ont mis en exergue la contribution de cet érudit (1751-1823) à l'enrichissement du patrimoine historique algérien.

Le professeur Chouaib Megnounine de l'Université de Tlemcen a indiqué que Cheikh Abou Ras Ennaciri El-Mâaskri ne se contentait pas d'écrire dans les

domaines de la jurisprudence, de l'interprétation des hadiths et de la théologie, mais avait plutôt des réalisations importantes dans le domaine historique, dont des ouvrages traitant de l'histoire des sociétés maghrébines et de l'Orient, dont "Gharib al-Akhbar âama kana fi Wahran wa fi El-Andalous", qui a contribué à l'enrichissement du patrimoine historique algérien.

Le même conférencier a souligné que la

plupart des ouvrages de cet érudit intéressent beaucoup les chercheurs en histoire moderne et contemporaine de l'Algérie, ainsi que les doctorants, notamment ceux qui préparent des thèses de fin d'études traitant de l'histoire de l'époque ottomane en Algérie.

Pour sa part, le professeur Boudaoud Obeid de l'Université de Tiaret a soutenu que le savant Abou Ras Ennaciri était capable d'éclairer de manière précise et

scientifique l'histoire des Etats et des sociétés de l'Orient arabe et du Maghreb, puisqu'il a écrit plus de 20 livres sur l'histoire à ce propos, outre sa contribution à l'enrichissement du fonds documentaire du patrimoine historique algérien. Le Pr Fouzia Ledgham de l'Université de Tiaret a également souligné qu'Abou Ras Ennaciri était un modèle vivant pour les différents aspects de la vie scientifique en Algérie pendant la période ottomane. "Un érudit prolifique en termes d'écriture et d'enseignement, qui se distinguait dans le domaine de la mémorisation dans différentes sciences", a-t-elle soutenu.

Cette journée d'étude a été organisée à l'initiative du Club intellectuel et culturel "El-Bayane" de Mascara en coordination avec la maison de Culture "Abou Ras Ennaciri" à l'occasion de la commémoration du 200e anniversaire du décès de cet érudit, en présence d'enseignants et de chercheurs de plusieurs universités du pays et d'adhérents dans des ateliers de cette structure culturelle, en plus de représentants d'associations à caractère culturel.

I.M./Aps

EL TARF

Édition d'un guide dédié aux monuments et personnalités historiques

La direction de la culture et des arts de la wilaya d'El Tarf vient d'éditer un guide comprenant les monuments et édifices culturels, archéologiques et touristiques, et mettant en relief les personnalités historiques de la wilaya, a déclaré dimanche le directeur de ce secteur, Abdelkader Azzedine. Ce responsable a précisé que ce guide, imprimé sous forme de livret, sera distribué au cours de l'été prochain. Le document comprend plusieurs sections mettant

en valeur les mosquées et les zaouias dont celle de Dendane, ainsi que des églises et des monastères, en particulier l'église de Saint-Cyprien d'El Kala, en plus de personnalités telles que les regrettés président Chadli Bendjedid et Frantz Fanon. "Le guide ambitionne de présenter et de mettre en valeur le riche patrimoine culturel matériel et immatériel de la wilaya, en plus d'inventorier les sites archéologiques qui serviront la promotion du tourisme dans la wilaya

d'El Tarf", a-t-il indiqué. Le directeur de la culture et des arts a également fait savoir que les informations figurant dans ce guide de 40 pages ont été recueillies par une équipe de travail qui a pu obtenir des données et des documents scientifiques et historiques sur les sites archéologiques et les personnalités historiques après avoir multiplié les entretiens avec des personnes concernées ou intéressées par le domaine.

I.M.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA

DAIRA DE BERROUAGHIA

COMMUNE DE OULED DEID

Avis Attribution provisoire de Marché 01/2023

N° Fiscal de la Commune de Ouled Deid 09.912.806.008.681.7.000

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public:

le président de l'assemblée populaire communale de ouled deid informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/2023

Suite au P.V d'évaluation des offres technique et financière le 07/05/2023

Le service contractant propose l'attribution provisoire du marché concernant le projet sous cité à

PROJET REALISATION DE LA ROUTE MENANT AU QUARTIER RAHMI BELKHIR AL RADAR COMMUNE OULED DEID

POUR LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DES OFFRES SELON LE TABLEAU SUIVANT

N°	Nom du projet	Nom de entrepreneur	N fiscal	Le montant de l'offre financière soumise avec tous les frais	Le montant de l'offre financier après correction	Durée des travaux	La note obtenue	observations
01	REALISATION DE LA ROUTE MENANT AU QUARTIER RAHMI BELKHIR AL RADAR COMMUNE OULED DEID	EURL KARA TRAVAUX	099926034227763	18 048 248.05 DA	17 429 806.05 DA	04 mois	64/64	Offre qualifiée moins disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours au près de la commission de marché de la commune de ouled deid dans un délai de dix (10) jours à compter de la date parution du présent avis

N.B Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance de résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures offres technique et financière à se rapprocher de ses services en plus tard trois (03) jours à compter de premier jour de la publication de l'attribution provisoires du marché pour leur communiquer ces résultats par écrit

L'EXPRESS DU 16/05/2023

ANEP : N° 2316011767

L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax :**

023.70.99.92

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse

Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur :

www.lexpressquotidien.dz

Ou sur notre page Facebook :

L'EXPRESSDZ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA

DAIRA DE TABLAT

COMMUNE D'AISSAOUIA

avis d'attribution provisoire de marché

NIF : 16851555042980

N° : 01/2023

Conformément aux dispositions de l'article n° 65 du présidentiel n° 15-247 du 2 dhou EL Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Monsieur le président de l'assemblée populaire de la commune d'Aissaouia informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 09/2023, publié dans les deux quotidiens nationaux journalières : L'EXPRESS du 16/04/2023

SWT EL AHRAR du 16/04/2023 «relative au projet : Réhabilitation du chemin Mokhellefa sur 800 m.

Les résultats d'évaluation technique et financière des offres viennent d'être conformément des critères déterminés dans le cahier des charges, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire indiqué au tableau suivant :

Désignation de soumissionnaire	Intitulé du projet	Montant d'attribution	Délai d'exécution	La note technique d'obtenu	Les critères de choix
L'entreprise GASMI Ahmed travaux publics et hydraulique sis à commune Bouskan wilaya de medea NIF : 198026330087324	Réhabilitation du chemin Mokhellefa sur 800 m.	16.087.372,00 DA En TTC	84 jour	100/72.5	Offre unique et Qualifié techniquement

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher de notre service au meilleur délai de trois (03) jours à compter du premier jour de publication de cet avis dans les quotidiens nationaux journalières ou le BOMOP.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré peuvent introduire un recours auprès de comité des marchés compétents, Conformément aux dispositions de l'article n° 82 du présidentiel n° 15-247 du 2 dhou EL Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant règlement des marchés publics et des délégations de service public dans le délai de Dix (10) jours qui suivant la date de la première parution du présent cet avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux journalières.

L'EXPRESS DU 16/05/2023

ANEP : N° 2316011789

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF : 15 0000 16090 4080

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

« Etude de protection et d'aménagement de la plage Ouest de Sidi Fredj sur 760ml ».

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service Public, la Direction des Travaux Publics de la wilaya d'Alger, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à « Etude de protection et d'aménagement de la plage Ouest de Sidi Fredj sur 760ml », publié dans les journaux « L'EPRESS » et « النيار الجزائرية » parus le 02/04/2023, qu'à l'issus de l'analyse des offres techniques et financières, il a été abouti aux résultats suivants :

Soumissionnaires	Montant de l'offre du soumissionnaire (à l'ouverture) en DA et en TTC	Montant après correction	Délai	Note de l'offre technique	Critère de choix
Laboratoire des Etudes Maritimes (L.E.M Spa) NIF : 0998116000369235	23 595 320,00	23 595 320,00	09 moi	87/100	offre unique

Tout soumissionnaire contestant ces résultats peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Alger dans un délai de dix (10) jours à compter du premier jour de la parution du présent avis dans les journaux ou le BOMOP.

conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15.247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service Public ; Les soumissionnaires qui sont intéressés peuvent se rapprocher auprès du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.

L'EXPRESS DU 16/05/2023

ANEP : N° 2316011877

REVIREMENT : LA TURQUIE BLOQUE LES EXPORTATIONS VERS LA RUSSIE DE BIENS SOUMIS AUX SANCTIONS OCCIDENTALES

Par **Courrier International**

Porte dérobée permettant à Moscou de contourner les sanctions internationales, la Turquie vient de durcir discrètement sa politique douanière, le régime d'Erdogan craignant des sanctions occidentales qui affecteraient l'économie du pays à l'approche d'élections cruciales. La nouvelle s'est répandue à bas bruit. Elle est pourtant d'importance. Depuis le début du mois de mars, les douaniers turcs ont commencé à interdire l'exportation vers la Russie des produits concernés par les sanctions occidentales contre Moscou. Depuis l'invasion de l'Ukraine il y a plus d'un an, la Turquie était devenue une des portes d'entrée privilégiées pour Moscou afin d'échapper aux sanctions internationales. En provenance d'Asie mais surtout d'Europe, les produits transitaient ainsi par les ports turcs avant de traverser la mer Noire vers les côtes russes. Une situation régulièrement dénoncée par les Occidentaux, qui craignaient qu'elle ne facilite l'approvisionnement de la Russie en éléments cruciaux pour son économie ou même en produits civils susceptibles d'être détournés pour un usage militaire dans le conflit contre l'Ukraine. L'interdiction pourrait concerner non seulement les biens en transit dans les ports turcs mais aussi ceux qui, venus d'Europe, seraient d'abord importés en Turquie puis envoyés vers la Russie, s'inquiète Mustafa Boyacioglu, courtier en douane turc interrogé par Bloomberg.

VU D'ISRAËL : AVEC LE RAPPROCHEMENT IRANO-SAUDIEN, «LE RÊVE D'ISRAËL VIENT DE SE BRISER»

Ha'aretz, quotidien israélien

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite est un message de Riyad à destination des États-Unis et de l'État hébreu, selon la presse israélienne, qui se pose la question : se dirige-t-on vers une redistribution des cartes au Moyen-Orient ? Ce 10 mars, la diplomatie chinoise a frappé un grand coup en officialisant un accord conclu à Pékin sur le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, après sept ans de rupture. Cet accord constitue-t-il un tournant géopolitique majeur pour Israël? L'analyste Moyen-Orient du quotidien israélien Ha'Aretz, Zvi Bar'el, en est persuadé : cet accord «est susceptible de redessiner la carte du Moyen-Orient et aura des répercussions mondiales». «Le rêve d'Israël de former une alliance arabe sunnite face à l'Iran et son 'croissant chiite' vient de se briser. Cet accord [...] confère à l'Iran la légitimité dont il a tant besoin dans le monde arabe et pourrait conduire à d'autres accords avec des États arabes comme l'Égypte [...] voire, qui sait, déboucher sur une reprise des négociations pour sauver l'accord international sur le nucléaire iranien.» Même s'il ne croit pas, pour le moment, en la durabilité du rapprochement irano-saoudien, le chroniqueur Ron Ben Yishai estime, dans le Yediot Aharonot, qu'il ne faut voir, à court terme, dans cet accord qu'un signal lancé par les Saoudiens aux Américains et, indirectement, aux Israéliens.

Apple : révolutionner l'écoute de la musique classique par le numérique

Le géant californien va lancer ce qu'il présente comme le plus grand service de streaming du monde dévolu à la musique classique. Le genre est pour l'instant mal servi sur les plateformes. Apple saura-t-il faire mieux ?



«Jusqu'à présent, utiliser un service de streaming pour la musique classique revenait à jouer du cor anglais les yeux bandés. Il était impossible de naviguer et ce qu'on écoutait était décevant», considère The Daily Telegraph. C'est donc avec curiosité que le quotidien britannique attend le lancement, prévu le 28 mars, d'Apple Music Classical, «un service de streaming et une appli qui proposeront le plus grand catalogue de musique classique du monde». Soit cinq millions de morceaux au total. Pour l'instant, ce sont le rock, la pop et surtout le hip-hop qui règnent en maître sur le secteur du

streaming. La croissance de celui-ci «a été portée par la génération Z et les milléniaux, qui préfèrent Bad Bunny à Bach et pensent que Chopin est une marque de prêt-à-porter», poursuit The Daily Telegraph, sans craindre l'ironie facile.

TROIS OBSTACLES À SURMONTER

Le classique, lui, ne compte que pour «1 % de toute la musique proposée en streaming», prévient The Daily Telegraph, publié à Londres et étiqueté à droite. Pour augmenter cette part de marché, le nouveau service proposé par Apple devra surmonter trois obstacles, ainsi présen-

tés par le journal : Le référencement, plus compliqué que pour un tube de pop. «Les utilisateurs doivent pouvoir rechercher par compositeur, orchestre, soliste, chef d'orchestre, label et interprétation. Il existe 1 658 enregistrements de la cinquième symphonie de Beethoven, selon le site Discogs. Par où commencer ?» La rétribution des interprètes. Un artiste pop touche de l'argent chaque fois qu'un de ses morceaux est écouté durant au moins trente secondes. «Mais un seul mouvement de symphonie peut durer une demi-heure. La rémunération au morceau ne suffira pas. Les orchestres ont

besoin de manger.» La qualité du son. Les mélomanes composent un public exigeant. «Avec le classique, la qualité sonore a toute son importance.» The Daily Telegraph suppose qu'Apple a les atouts pour reproduire le succès du service de streaming allemand Idagio, mais à une échelle et pour un public autrement plus vastes. Selon le journal, cela reviendrait à lancer «une révolution dans la musique classique», c'est-à-dire à provoquer «un rééquilibrage bienvenu du secteur de la musique», en redonnant davantage de visibilité à la musique classique et à l'opéra. Sans bémol à la clé.

Courrier international

LES TRAINS DE LA DEUTSCHE BAHN

Symboles de «ce qui ne tourne plus rond» en Allemagne

Par le **Cicero**, journal conservateur

Retards, wagons surchargés, sous-investissements... Autrefois connue pour sa ponctualité, la compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn est désormais célèbre pour ses dysfonctionnements. Le journal conservateur «Cicero» se penche sur cette crise du chemin de fer sans précédent. L'Allemagne a longtemps eu la réputation d'être un pays «certes à la population un peu ennuyeuse et tatillonne», mais où «tout fonctionne à merveille, ou presque». Et il en allait de même de sa compagnie de chemin de fer publique, la Deutsche Bahn. À tel point que, dans les années 1990, «on pouvait quasiment régler sa montre sur l'arrivée des trains». «Mais cette époque est révolue depuis belle lurette, commente le journal conservateur Cicero, dans son édition de mars 2023. La Deutsche Bahn est aujourd'hui l'exemple type de ce qui ne tourne plus rond dans ce pays.» Le terme Deutschlandtempo [«vitesse allemande»] a récemment été employé

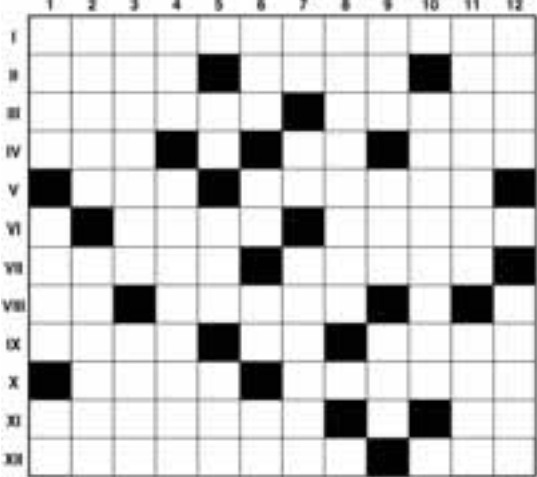
par le chancelier social-démocrate Olaf Scholz pour mettre en avant la vitesse avec laquelle des terminaux de gaz liquéfié avaient été construits sur la côte allemande, après l'invasion de l'Ukraine et l'arrêt des livraisons de gaz russe via les gazoducs Nord Stream. Mais pour le titre berlinois La ponctualité n'a cessé de se dégrader [sur l'ensemble du réseau national] au cours des dix dernières années, chutant de 80 % à 60 %», affirme le magazine, citant une étude datant de 2022. L'an dernier, plus d'un tiers des trains à grande vitesse sont arrivés en retard. En cause : l'état de certaines voies, qui empêche les trains de rouler au-dessus de 100 km/h sur certains tronçons.

UN SUJET HAUTEMENT POLITIQUE

La Deutsche Bahn est critiquée pour ses nombreux retards, mais aussi pour ses wagons surchargés et pour le manque de correspondances proposées dans les gares allemandes. Même l'avance de l'Al-

lemagne sur le dossier des trains à hydrogène n'arrive pas à faire oublier ses ratés. Outre-Rhin, «quand on monte dans un train, il faut être prêt à vivre une véritable aventure». Dans le même temps, la question des transports en commun est devenue un sujet hautement politique, dans une Allemagne qui cherche à amorcer sa transition énergétique et à privilégier les moyens de transport verts. «Et c'est justement là que les ennuis ont commencé.» Le mensuel, orienté à droite, voit par exemple l'expérimentation d'un passe transport à 9 euros par mois, durant l'été 2022, comme une «mesure populiste» qui a provoqué un «engorgement dramatique» des lignes ferroviaires. Il regrette aussi le manque d'investissements pour développer le trafic dans les zones rurales. «Depuis quinze ans, l'état du réseau ferroviaire ne cesse de se dégrader, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer son développement, commente-t-il. C'est là tout le paradoxe du train allemand.»

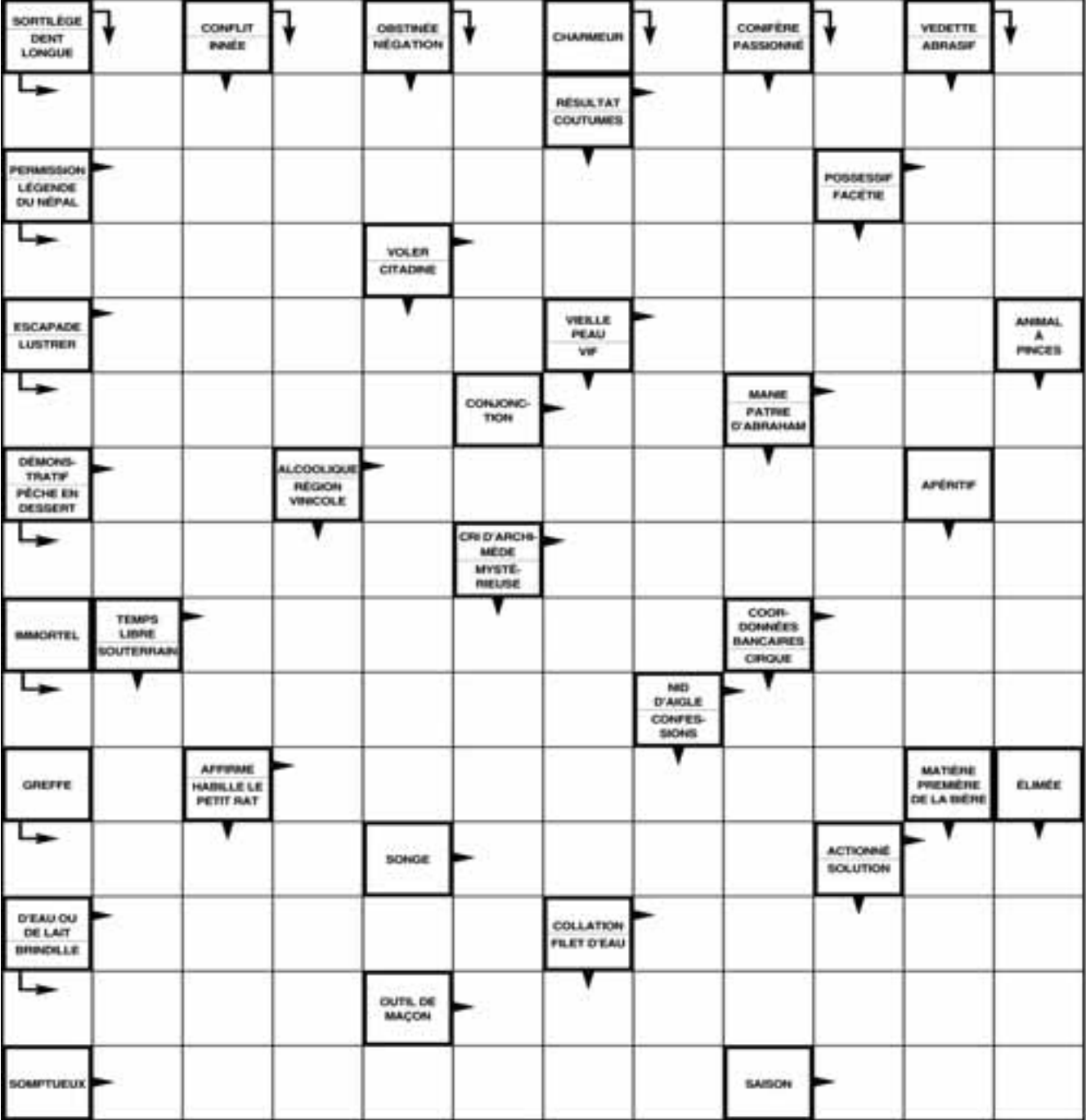
Mots Croisés



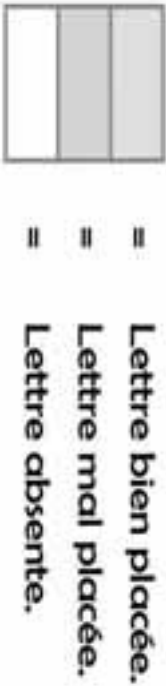
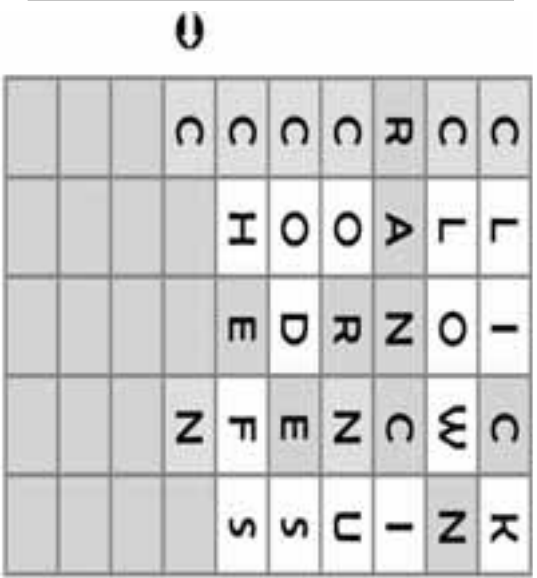
HORizontalement :
I. Champion désigné porte-drapeau de l'équipe de France pour les JO d'hiver 2014. II. Un composant de l'urine. Abimas. Caprice d'enfant. III. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Etoffe. IV. Un ingrédient de base pour la neige de culture. Négation. A monter soi-même. V. Sans-abri. Patineur de vitesse français très prometteur. VI. Chapitre biblique. Pas un. VII. Blonde ou aux blanches mains. A quitté le droit chemin. VIII. Se jette dans l'Adriatique. Nationalité à l'honneur pour ces JO d'hiver 2014. IX. Se découvre à marée basse. Coutumes. A accueilli les JO d'hiver 1952. X. Couleur primaire. Diaprai. XI. Roi d'Egypte. Ça en fait, des belles médailles ! XII. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Tente le coup.

VERTICALEMENT :
1. Discipline aux JO d'hiver. En snowboard, on n'en utilise que la moitié. Une discipline qui fut sport de démonstration aux JO d'Albertville. 2. Ville du Nord. Ville d'accueil des JO d'hiver 2014. 3. Une station de ski dans le Vercors. Demande d'écoute. 4. A cours au Japon. Biathlète français médaillé d'argent à Vancouver 2010. 5. Chemin de randonnée. Situé au milieu. Presque noir. 6. Fait avancer la bête. Césium. Appris. Sans doublage. 7. Champion. Théâtre nippon. Entre les roues. 8. Discipline aux JO d'hiver. 9. Lettre grecque. Exécuta. Bête de jeu. 10. Discipline aux JO d'hiver. 11. Sousentend. A pour capitale Vientiane. 12. Discipline aux JO d'hiver. Une mer qui borde Sotchi.

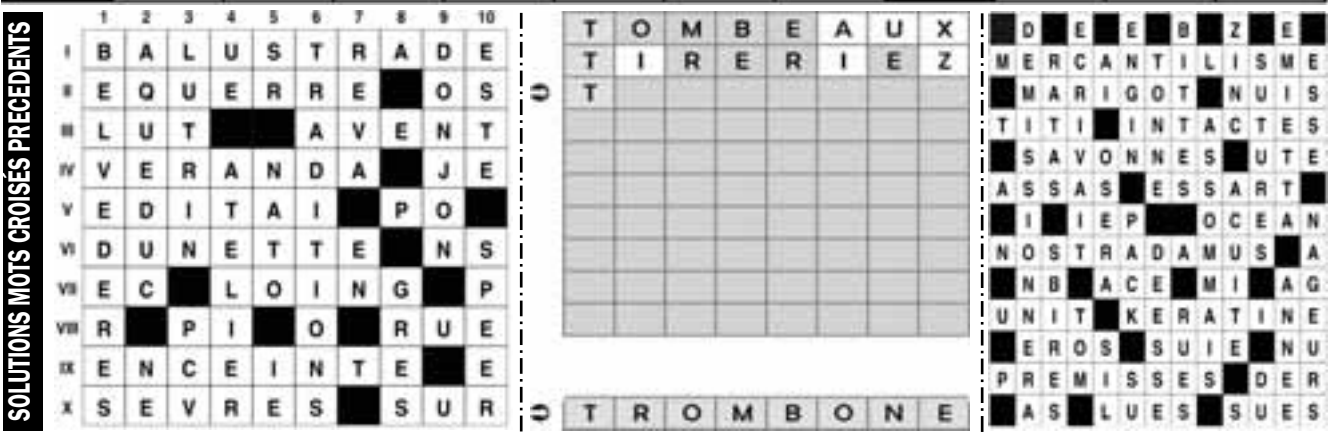
Les mots fléchés



MASTERWORD



Principe :
Un peu comme le MASTER-MIND, avec des lettres à la place des couleurs. Trouvez, en une seule proposition, le MASTERWORD unique à partir des seuls indices fournis dans la grille, étant précisé que le MASTERWORD ne peut être qu'un mot existant dans le dictionnaire. Chaque lettre bien placée est sur fond bleu. Chaque lettre mal placée est sur fond rose. Les autres lettres ne font pas partie du MASTERWORD à découvrir. Les lettres signalées comme étant bien ou mal placées peuvent être présentes une ou plusieurs fois dans le MASTERWORD.



MOTS MÊLÉS N° 36

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS n° 35
Le mot-mystère est : AMORTISSEURS

- CENTAURE
CERBERE
CHIMERE
CYCLOPE
DJINN
DRACULA
DRAGON
ELFE
FANTOME
FARFADET
GARGANTUA
GARGOUILLE
GEANT
GOBELIN
GOLEM
GORGONE
GOULE
GRIFFON
HOBBIT
HYDRE
KORRIGAN
LICORNE
- LOUP
MELUSINE
MINOTAURE
MONSTRE
NAGA
NAIN
NIXE
NYMPHE
OGRE
ONDINE
PEGASE
PSYCHE
SATAN
SIRENE
SORCIERE
SPHINX
TROLL
VAMPIRE
VOUIVRE
YETI
ZOMBIE



